

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

Surarmement :

FAUX ET USAGE DE FAUX

L'OTAN a faussé les chiffres sur le potentiel militaire soviétique. C'est officiel. C'est l'OTAN qui le dit. Le *Journal de Genève* (30 janvier 1984), qui fait campagne pour le surarmement, mentionne le dernier rapport de l'OTAN en ces termes : "Le taux de croissance des dépenses militaires soviétiques a diminué de façon significative ces sept dernières années (...) Ce rapport admet implicitement que les dernières estimations de l'OTAN, qui donnaient des taux de croissance d'au moins 4 o/o jusqu'à l'année dernière, étaient exagérées". La prétendue supériorité soviétique est démentie par l'OTAN elle-même !

Maintenant que les Cruise et les Pershing sont installés, on peut dire la vérité. Ce n'est pas l'unique raison. A la surprise de beaucoup, les USA se déclarent prêts à négocier les euromissiles dans le cadre, plus global, des négociations START (réduction des armes stratégiques). On ne comparera plus seulement les "déséquilibres sur le théâtre européen" – qui servaient à justifier Cruise et Pershing – mais on comparera l'ensemble du potentiel nucléaire, où la supériorité américaine est largement acquise et reconnue. Edward Rowny, le négociateur américain, se dit même prêt à examiner la limitation des euromissiles US contre une limitation des euromissiles soviétiques. Bref, un nouveau palier dans "l'équilibre de la terreur", une fois acquis les Pershing et les Cruise. A dix mois des élections, Reagan-la-guerre veut se montrer plus conciliant.

Les gouvernements européens, qui ont fait chorus avec Reagan, doivent se sentir blousés. Ils le sont, comme ils le furent tout au long de cette affaire. L'Etat-major helvétique et le Conseil fédéral aussi. Ils n'ont cessé de reprendre les thèses du "surarmement soviétique". Dominique Brunner – le promoteur des chars Léopard et l'idéologue des officiers – répétait encore dans la *Revue militaire suisse* (février 1983) que le mouvement pacifiste "se justifierait s'il s'adressait à Moscou" et que "les Occidentaux n'ont pas d'autre choix (que les Pershing et les Cruise) s'ils veulent sauvegarder leur liberté d'action". Quant au Conseil fédéral, on se souvient comment il a traité les manifestants de Berne : "manipulés par Moscou"... En fait de manipulés, l'Etat-major et le Conseil fédéral se sont fait – consciemment – mener par le bout du nez par l'OTAN. Aujourd'hui, celle-ci révisé ses estimations. Ce n'est pas une raison pour réviser notre politique, répondra le Conseil fédéral.

Pierre Aubert le socialiste ne se raviserait pas non plus – à moins qu'on ne l'y force. Il avait salué "le réveil des USA" et leurs efforts pour "rétablir la parité des forces" devant le Conseil de l'Europe. Aux pacifistes, il répétait aussi qu'ils devraient s'adresser à l'Est. Encore une perle à aligner au collier de la participation gouvernementale des socialistes ! Qu'ils veuillent se débarrasser de cet encombrant bijou, tant mieux. Sortir du Conseil fédéral, agir avec les pacifistes, dénoncer le militarisme de l'OTAN : encore mieux. Restent les crédits militaires helvétiques. Contrairement à ceux de l'URSS, ils ne font que croître. Chars, hélicoptères, avions de combat – le Parti socialiste se décidera-t-il aussi à dire non ?

La Brèche

PS et gouvernement:



LA SORTIE ?

AU FOND, À GAUCHE!

En mouvement



15 000 FRANCS POUR LE JOURNAL "BARRICADA"

C'est dans les locaux et dans l'imprimerie du quotidien de Somoza, Novedades, que six jours après la victoire, le FSLN fait paraître le premier numéro de Barricada.

Depuis, ses moyens sont restés très modestes, et les difficultés quotidiennes. Longtemps le quotidien de la bourgeoisie, la Prensa, qui a des moyens beaucoup plus importants, a été mieux vendu que Barricada.

Les problèmes de fonctionnement de l'imprimerie sont nombreux. Il y a d'abord un manque de techniciens qualifiés, comme dans l'ensemble de l'industrie : beaucoup ont quitté le pays avec la bourgeoisie, hostiles à la révolution.

Le matériel est très vétuste : beaucoup de machines sont hors de fonctionnement, difficiles à réparer. La plupart sont d'origine nord-américaine, et les pièces de rechange doivent être payées au prix fort.

L'imprimerie de Barricada voudrait changer son matériel, en achetant un matériel neuf, européen de préférence, et assurer la formation de ses ouvriers sur ce matériel moderne.

Plusieurs sections européennes de la Quatrième Internationale, dont la LCR française et le PSO ont décidé de lancer une campagne de souscription de 15 000 francs pour acheter ces machines et cela en accord avec les responsables de l'imprimerie de Barricada.

Versez vos dons sur le CCP 80 - 44 457, PSO, Zurich, avec la mention "Barricada".

Le travail à temps partiel : POUR OU CONTRE LES FEMMES ?

Dans le cadre de la campagne pour les 40 heures, le Syndicat suisse des services publics (SSP/VPOD) organise une série d'assemblées-débats sur ce thème. Avec comme invitée, Marina Hoornaert, une syndicaliste belge (FGTB), qui a participé à la lutte des travailleuses de Bekaert-Cokerill contre le temps partiel imposé par leur patron.

Lausanne, mercredi 8 février,
20h.15, Maison du Peuple,
salle 5-6

Neuchâtel, jeudi 9 février,
20h., Maison du Peuple,
av. de la Gare, salle de la Paix
avec Marina Hoornaert
et Ruth Dreifuss (secrétaire USS)

Bienne, vendredi 10 février,
20h.15, Restaurant
de la Fontaine

TÉMOIGNAGE SUR LE CHILI D'AUJOURD'HUI

Lausanne, jeudi 16 février,
20h.30, Maison du Peuple,
salle 5-6 (Place Chauderon 5)

Soirée d'information sur le Chili d'aujourd'hui, marqué par dix ans de dictature militaire mais aussi par les progrès de l'opposition et l'essor de la lutte contre l'oppression. Avec des personnes ayant vécu récemment au Chili, dont Jean-Pierre Heimann, médecin ayant déjà vécu au Chili au temps de l'Unité populaire.

Org. : Association de soutien à la résistance chilienne - Salvador Allende (ASRC).

Lisez INPRECOR, Intercontinental press, revue bimensuelle d'information et d'analyse de la IVe Internationale. En vente dans nos librairies (22, rue St-Léger, 1204 Genève et 8, rue de la Plaine, 1400 Yverdon) et dans nos locaux (cf. ci-dessous).

SOMMAIRE

EDITORIAL	
Surarmement : Faux et usage de faux	1
POLITIQUE	
Service civil : Plus un seul objecteur en taule	3
Rothenthurm : "Nous ne sommes pas des recrues à qui il n'y a qu'à donner des ordres"	3
Canton de Vaud : "Développer à l'avenir une lutte unie de la gauche contre l'austérité"	8
SOCIAL	
Jura-Sud : Le PSA enfin libre ?	4
Pétition de l'immigration pour les 40 heures : "Démontrer concrètement combien les intérêts des travailleurs sont indissociables"	4
DOSSIER SPÉCIAL CONGRÈS PSS	5-6-7
PS et gouvernement :	
La sortie ? au fond, à gauche !	5
Parti socialiste et gouvernement :	
Un débat pour toute la gauche	6-7
Sortie parlementaire ou opposition de gauche ?	7
INTERNATIONAL	
Conférence de Stockholm :	
La Suisse s'aligne sur Washington	9
TCHÉCOSLOVAQUIE, 15 ans après la "normalisation" : Les premiers craquements	9
GUATEMALA : La guerre oubliée	10
Solidarité AMÉRIQUE CENTRALE :	
Succès de la rencontre chrétienne	10
À LIRE	
"Le Massacre des Posseiros"	11
L'ÉVÈNEMENT	
ARGENTINE : "L'adversaire n'est pas parti"	12

abonnez- vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50
une année, env. ouverte . . . 45.-
une année, env. fermée . . . 55.-
une année, étranger (Europe) . 80.-
abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669
Rédaction :
La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne
Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique
vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IVe Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Solidarité Amérique latine : "JUSQU'À CE QU'ON LES RETROUVE"

Le collectif "Jusqu'à ce qu'on les retrouve" poursuit son action en faveur des "disparus" d'Argentine et d'Amérique latine. Il organise des manifestations silencieuses dans plusieurs villes de Suisse les derniers jeudi du mois.

A Genève, devant les bureaux d'Aerolineas Argentinas, 1, rue Chan-
tepoulet.

A Lausanne, place Saint-François
à 17h.

A Fribourg, place G. Python.

A Neuchâtel, Fontaine de la Justice.

A La Chaux-de-Fonds, place Sans
Nom.

A Berne, Heiliggeistkirche, 44,
Spitalgasse, de 20h. à 21h.

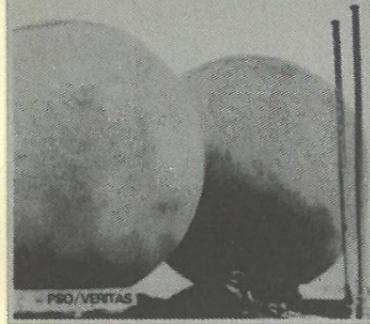
Cette action est aussi un geste de solidarité avec les mères qui, chaque jeudi, se réunissent sur la place de Mai à Buenos Aires (cf. notre article p. 12).

Prochaine manifestation
jeudi 23 février
pour les militants des droits
de l'homme disparus

Eternit:

POISON ET DOMINATION

Une multinationale de l'amiante



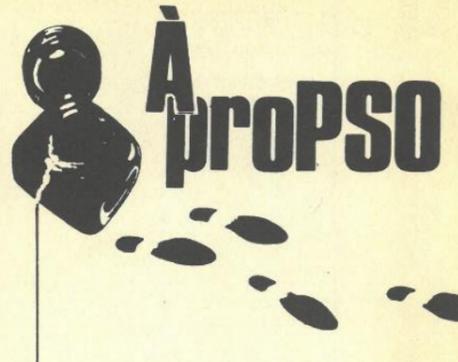
Eternit : poison et domination. Une multinationale de l'amiante. Editions Veritas, case postale 355, 8031 Zurich, 1983. 185 pages. Prix : Fr. 24,50. En vente dans nos librairies (22, rue Saint-Léger, 1204 Genève et 8, rue de la Plaine, 1400 Yverdon) et dans nos locaux. Ce livre existe aussi en allemand et en italien. La Brèche a publié sur ce sujet un dossier dans son no 306, du 25 octobre 1983.

CONTRE LA RÉPRESSION EN TURQUIE

Le Comité pour l'immigration de Bienne organise le **mardi 7 février**, à la-salle Farrel, à 20h.15, une **assemblée publique** autour du récent procès de Fatsa (Turquie). Avec Heidi Deneys, conseillère nationale socialiste et déléguée du CEDRI à ce procès.

"RADIO SAMIZDAT"
sur
RADIO ZONES
101, 4 Mhz F.M.
(Genève et environs)
le jeudi tous les 15 jours
de 19h.30 à 20h.30
Prochaine émission :
jeudi 9 février

Cette émission se propose d'informer sur les opposants des pays de l'Est et la répression qu'ils subissent, sur les luttes pour les droits démocratiques, les syndicats libres, les mouvements pour la paix dans ces pays, etc. Elle est proposée par le CSSOPE, Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est. (Il y a aussi de la musique !)
(Radio Zones, tél. 023 / 20 01 93)



Canton de Vaud :

CAMPAGNE ÉLECTORALE DE L'ENTENTE POPULAIRE CONTRE L'AUSTÉRITÉ (POP, PSO)

* Assemblées publiques *

Le Sentier

lundi 13 février, à 18h., Buffet de la Gare,
avec Véréna BERSETH
et B. THALMANN (député PS).

Crissier

vendredi 17 février, à 18h.30, Café du
Chemin de fer,
avec Véréna BERSETH.

Yverdon

vendredi 17 février, à 20h.15, foyer
du Casino,
avec Véréna BERSETH.

En deuxième partie, le chanteur
Dominique Scheder, dans son nouveau
tour de chant.

Lausanne

"Combattre l'austérité"
mardi 21 février, à 20h.15, Maison du
peuple, salle 4,
avec Véréna BERSETH,
Fernand PETIT (député POP),
Jean-Michel DOLIVO (PSO),
Vitaliano MENGHINI (vice-président
de la fédération des Colonies libres ita-
liennes / CLI en Suisse).

En deuxième partie, le chanteur
Dominique Scheder, dans son tour de
chant.

Vevey

mercredi 22 février, à 18h., Café de la
Grand-Place,
avec Véréna BERSETH,
présidence : P. AGUET (PS).

Morges

jeudi 23 février, à 18h., Café de la
Croix d'Or,
avec Véréna BERSETH
et le chanteur Dominique Scheder.

Renens

vendredi 24 février, à 20h.15, Maison
du peuple (Epi d'Or),
avec Véréna BERSETH.

(Voir notre entretien avec Véréna Berseth
p. 8.)

Patrons et banquiers soutien-
nent financièrement la cam-
pagne du candidat de l'Entente
bourgeoise. Nous lançons un
appel aux milieux populaires,
aux salariés pour qu'ils nous
aident à financer notre cam-
pagne contre l'austérité, en
versant leurs dons (du plus
petit au plus grand !) au CCP :
"Entente populaire contre
l'austérité (POP, PSO)",
CCP 10 - 16 674, Lausanne.
Merci.

Service civil :

Savez-vous pourquoi le rapport annuel d'Amnesty International donne des boutons à nos grosses nuques casquées ? Parce que cette organisation s'obstine — à juste titre — à considérer les objecteurs de conscience comme des prisonniers d'opinion. La "plus vieille démocratie du monde" ne reconnaît pas le droit démocratique à l'objection, au refus de servir, rejoignant ainsi, parmi les pays d'Europe occidentale, ces fleurons du progressisme que sont la Turquie et Chypre.

Chaque année, par centaines (745 en 1983), la hiérarchie militaire envoie en taule les jeunes refusant de servir. Pour ce faire, elle dispose de ces véritables tribunaux d'exception que sont les tribunaux militaires, dont les décisions ne peuvent être mises en cause devant des instances civiles. Et les condamnations sont toujours fermes, s'échelonnant entre 4 et 8 mois, voire 10, de prison. A leur manière, les juges militaires sont des nouveaux philosophes, puisqu'ils trient les objecteurs de conscience, selon les motifs personnels de leur refus : motifs religieux ou moraux, avec ou sans grave conflit de conscience, motifs politiques. Pour ces derniers, la jurisprudence militaire a même inventé la catégorie de "l'objecteur de raisonnement" !¹ Comme il est évidemment beaucoup plus mal vu à l'armée de raisonner que d'avoir une conscience, les

Plus un seul objecteur en taule

condamnations des "objecteurs de raisonnement" sont bien plus lourdes...

Recommandation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, résolution du Parlement européen, de la sous-commission des Nations Unies, Convention européenne des droits de l'homme : rien n'y fait, le Département militaire fédéral (DMF) tient mordicus à son privilège absolutiste. La hiérarchie militaire et la droite bourgeoise ne veulent pas entendre parler de droit à l'objection, car elles ne veulent pas concéder le moindre droit à ceux qu'elles embrigadent, qu'ils soient conscrits, recrues ou soldats.

Pour tenter de battre en brèche les autocrates du DMF, une initiative "pour un authentique service civil fondé sur la preuve par l'acte" a été déposée en décembre 1979. Elle demande que le droit au refus de servir soit reconnu à tous ceux qui s'engagent en contrepartie à effectuer un service civil dont la durée "est d'une fois et demie celle de la totalité du service militaire refusé" (soit environ 18 mois). On le voit, cette initiative n'a rien d'un cadeau gratuit pour ceux qui s'appêtent à refuser de servir. Cela n'a nullement empêché le Conseil fédéral, puis l'Assemblée fédérale, de la repousser d'un "niet" dédaigneux. Et la campagne de presse des militaristes qui s'annonce sera virulente. Une annonce publicitaire de l'"Action Liberté et Responsabilité", tirant à boulets rouges contre l'initiative, s'intitulait tout simplement "Un coup porté à notre égalité des droits, à notre défense nationale et à notre indépendance". Dans cette même annonce, le conseiller national Blocher (Union "démocratique" du centre, UDC/PAI) parle d'"insulte aux soldats conscients de leur devoir". Blocher est également l'un des responsables de "Laissez-les vivre"... jusqu'à ce que nous en fassions de la chair à canon !

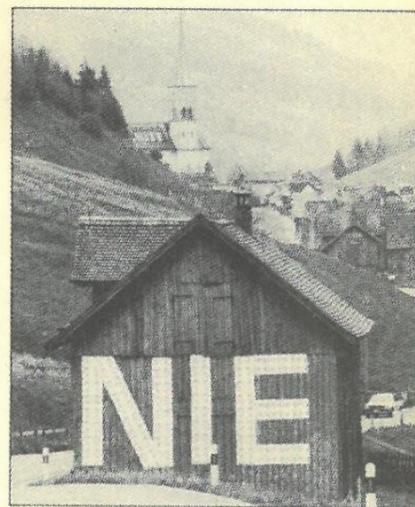
La campagne de la bourgeoisie sera donc une campagne pour ou contre l'armée. Nous y répondrons : notre oui au service civil sera aussi un non au militarisme, non aux crédits militaires, non aux tribunaux militaires, tribunaux d'exception et un oui aux droits démocratiques dans et hors de l'armée.

Eric Peter

1. "Les motifs moraux ou religieux de l'objecteur de conscience (...) procèdent du discernement du bien et du mal, par opposition aux motifs — politiques notamment — de l'objecteur de raisonnement qui procèdent de la distinction entre le juste et le faux." Arrêt du Tribunal militaire de cassation, cité par Amnesty International dans sa brochure Livret de service civil. L'objection de conscience en Suisse, p. 31.

Rothenthurm :

«Nous ne sommes pas des recrues à qui il n'y a qu'à donner des ordres»



"Rothenthurm ? Jamais !"

* ENTRETIEN AVEC ADOLF BESMER, PRÉSIDENT DE L'AWAR.

Le militarisme ne s'exerce pas seulement dans et autour de l'armée. Il ne s'en prend pas uniquement aux droits démocratiques des soldats ou des futurs soldats, comme dans le cas des objecteurs de conscience, mais il ronge toute la société. Exemple : la place d'armes de Rothenthurm. Malgré les 160 000 signatures réunies par l'initiative, malgré les résultats clairs des sondages d'opinion, le Département militaire fédéral (DMF) ne renonce pas. Il a même fait preuve d'une habileté tactique inhabituelle, puisque son premier pas en direction de la construction de la place d'armes fut de construire, sur la voie d'accès, un passage sous-voie qui élimine un dangereux croisement, cause de nombreux accidents. Il fut donc très difficile aux opposants de résister par l'action directe, comme à leur habitude, à ce projet.

Mais ceux de Rothenthurm sont loin d'avoir baissé les bras, comme le montre l'entretien ci-dessous avec Adolf Besmer, réalisé par *bresche* (no 239, du 30 janvier 1984). Adolf Besmer, paysan directement touché par les plans du DMF, est le président de la Communauté de travail contre une place d'armes à Rothenthurm (initiales allemandes : AWAR).

La Brèche : Les feuilles officielles cantonales de Zoug et Schwytz, ainsi que plusieurs quotidiens, ont publié des pages entières de noms de personnes ou d'organisations qui sont concernées par l'expropriation et qui ont fait recours. Pour vous, gens de Rothenthurm, qu'est-ce que cela signifie d'être expropriés ?
Adolf Besmer : Je ressens l'expropriation comme quelque chose de brutal. Jadis, le plus puissant prenait aux plus faibles ce qu'il voulait, par la force. Au fond aujourd'hui, il en va de même, simplement on suit les paragraphes de la loi. De plus, il est tragique de voir que le tiers des terres que le DMF veut s'approprier ne lui sera pas utile, puisqu'il s'agit de terrains impraticables. Depuis longtemps, il ne s'agit pour lui que de faire une démonstration de force. Chevallaz et certains militaires de haut rang étaient même prêts au compromis ; mais le parlement y a mis le holà et a voté le crédit de 108 millions.

* En septembre, vous avez déposé l'initiative, munie de plus de 160 000 signatures récoltées en six mois. Malgré cela, le Conseil national, puis le Conseil des Etats ont approuvé le crédit de 108 millions pour la place d'armes. Aviez-vous l'espoir, en déposant l'initiative, de pouvoir faire pression sur le Conseil

national pour qu'il ne se prononce sur le crédit qu'après la votation de l'initiative ?

— Oui, nous l'avons un peu espéré, mais sans jamais vraiment y croire. Car quand on connaît le nombre de gens qui, au parlement, sont intéressés à ce que la place d'armes soit construite, on pouvait prévoir d'avance la décision du Conseil national et du Conseil des Etats. La majorité des parlementaires ne suivent de toute façon pas la volonté du peuple et ne vont à Berne que pour y défendre leurs propres intérêts. Tout ça, c'est mépriser la volonté du peuple ; et ceux qui le font sont justement ceux qui se plaignent toujours de la faible participation électorale. Mais au lieu de laisser le peuple décider de ce projet, on crée des contraintes de fait, évidemment par peur de voir le peuple refuser le projet.

* La *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) écrivait il y a une année que Rothenthurm était un bastion de l'obstination. Quand on voit toutefois la rapidité et la facilité avec lesquelles vous avez récolté les signatures de l'initiative ; quand on voit les derniers sondages, qui montrent que plus de 80 o/o des Suisses se prononcent contre la place d'armes dans sa forme actuellement prévue, on constate qu'il y a nombre

d'obstinés en dehors de Rothenthurm. Comment expliques-tu cette contradiction entre ce que dit la NZZ et la réalité ?

— Si on regarde comment le DMF et ses conseillers ont agi à l'égard des habitants de Rothenthurm, on comprend qu'ils n'acceptent pas d'être traités ainsi. Nombre de ces messieurs responsables sont avant tout officiers, ne savent pas comment s'y prendre avec les gens et ne sont pas capables de résoudre un problème en respectant le droit suisse et le sens de l'équité. Nous ne sommes pas des recrues à qui il n'y a qu'à donner des ordres.

* Que faut-il faire pour empêcher la place d'armes ? Est-ce que l'initiative suffit ?

— Nous gagnerons la votation, car les atteintes à l'environnement augmentent et la mort des forêts se poursuit. Dans deux, trois ans, il y aura ainsi encore beaucoup plus de gens de notre côté. Le plus gros obstacle serait celui de la construction de la caserne. Si cette caserne était construite dans les deux ans, ce serait plus difficile, bien qu'à notre avis, même si son emplacement est maintenant déplacé de 30 mètres, la caserne entre dans le champ d'application de l'initiative.

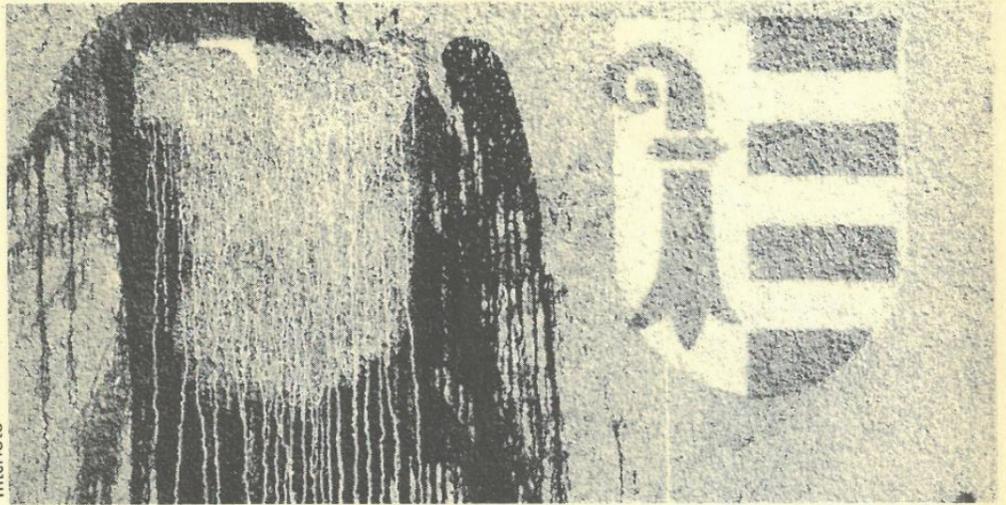
Par expérience, nous savons que le DMF ne va pas y aller de main morte pour combattre notre initiative. Le problème est de savoir ce que nous pourrions faire là-contre. La récolte des signatures nous a permis de mettre en place une certaine infrastructure dans toute la Suisse ; nous prévoyons de publier un bulletin paraissant quatre fois par an, afin que l'on ne nous oublie pas. Le DMF lui-même, grâce à ses méthodes bien connues, contribuera certainement à ce que Rothenthurm ne disparaisse pas de la conscience de l'opinion publique.

* Quel est l'état d'esprit à Rothenthurm ?

— L'état d'esprit ne changera plus. Le risque de nous voir filer doux n'existe absolument pas. Nous devenons simplement encore plus fâchés et critiques vis-à-vis des institutions de l'Etat.

Jura-Sud :

LE PSA ENFIN LIBRE ?



Interfoto

"Le 23 octobre nous avons perdu un conseiller national et nos illusions..."

Les élections fédérales de l'automne dernier seront à marquer d'une croix noire pour les partis autonomistes jurassiens. Dans le nouveau canton, les partis de la coalition du 23 juin perdent deux des quatre sièges fédéraux au profit du Parti radical jurassien. Dans le Jura-Sud, les autonomistes (radicaux, démocrates-chrétiens et socialistes autonomes réunis sur une seule et même liste) n'ont pas réussi à faire réélire Jean-Claude Crevoisier.

Aujourd'hui les conséquences en sont profondes : la crise du Rassemblement jurassien (RJ) s'accroît et l'union sacrée des partis autonomistes du Jura-Sud menace de voler en éclat.

Du passé faisons table rase ?

L'éditorial du numéro du 22 décembre 1983 du *Militant* (organe du Parti socialiste autonome du Sud-Jura / PSASJ) est révélateur de ces bouleversements. Sous le titre "Enfin libre", J.-P. Aellen rappelle tout d'abord qu'au nom du combat pour l'autonomie et l'unité du Jura, il s'est formé "une sorte de 'Sainte-Alliance' entre les formations politiques du Jura-Sud, PSA, PDC, PLJ. Ces alliances, ou apparentements, ne se sont pas réalisés sans mal. Bien des militants socialistes ne

comprenaient pas ces pratiques dites 'contre nature'".

Et après avoir constaté l'échec électoral de Crevoisier, le *Militant* poursuit : "Fini donc pour nous de prendre des gants, de faire part de retenue. Le PSA ne changera pas de politique. Il travaillera toujours et encore pour l'autonomie et le socialisme. Mais il n'entend plus, puisque cela n'a désormais plus d'importance, agir avec réserve envers la droite jurassienne. Les Etienne, Droz ou Aubry, jurassiens ou anti-jurassiens, se retrouvent dans les parlements au niveau de la lutte antisociale et de la défense des

intérêts du patronat. Il n'y a donc aucun 'intérêt supérieur' pour réaliser ces alliances avec la droite.

"(...) Le 23 octobre nous avons perdu un conseiller national et nos illusions, mais nous avons gagné notre liberté. Les travailleurs en seront pour une fois les premiers bénéficiaires".

Ce changement de politique (du moins, pour le moment, dans le ton) s'explique par l'action conjuguée de plusieurs facteurs :

— premièrement, avec l'aggravation de la crise, il devenait de plus en plus pénible pour le PSA de se retrouver côte à côte avec les leaders autonomistes à la Charpilloz, patron de choc à la pointe des attaques anti-ouvrières dans la région;

— deuxièmement, la "seconde question jurassienne" (celle du Jura-Sud) a bien du plomb dans l'aile. L'acceptation dans les faits de la partition du Jura par les notables du RJ — au-delà des déclarations sur la transformation du 23e canton en Etat de combat — relègue la lutte pour l'autonomie au second plan, vu l'absence de perspectives à

moyen terme sur cette question;

— troisièmement, à force de se fondre dans le RJ, le PSA n'a pas su rendre la lutte pour "l'autonomie et le socialisme attractive". Il a ainsi réuni les conditions permettant l'émergence de mouvements comme le Rauraque qui lui conteste fortement la représentativité de la jeunesse autonomiste.

Pour quelle politique à l'avenir ?

Quoi qu'il en soit, le PSO ne peut qu'applaudir à cette nouvelle orientation du PSA. Toutefois la rupture avec la politique de coalition est bien loin d'être consommée. Le PSA collabore toujours à plusieurs exécutifs — notamment à Moutier — avec les autonomistes réactionnaires. Il fait toujours partie de la "fraction libre" du Grand Conseil bernois aux côtés des POCH et des autonomistes bourgeois.

Enfin, et c'est là le plus important, si le PSA veut se donner les moyens de se battre efficacement contre les patrons bernois et jurassiens, il se doit de pratiquer une

politique qui permette une réelle défense des salariés. Cela implique d'avoir des réponses sur la crise qui soient différentes de celles du Parti socialiste, qui soient véritablement à la hauteur de l'attaque patronale. Lors de la campagne électorale à la TV, Crevoisier ne donnait-il pas comme seul argument en faveur des 40 heures l'augmentation future de la productivité grâce à la plus grande disposition de salariés travaillant moins ?! Cela implique surtout de promouvoir une politique unitaire de toutes les organisations du mouvement ouvrier local (indépendamment de la question jurassienne) sur des questions actuelles comme les 40 heures.

Dans ce sens, il faut saluer le prochain lancement d'une initiative cantonale par les POCH, le PSO et le PSA en faveur de caisses-maladie sociales. Cette campagne permettra à nos organisations de poursuivre la discussion sur ces divergences tout en se battant unitairement contre la politique d'austérité des partis bourgeois et du gouvernement bernois.

F. Pellaud



Manifestation contre le statut de saisonnier à Genève le 12 novembre 1983.

Interfoto

Pétition de l'immigration pour les 40 heures : «Démontrer concrètement combien les intérêts des travailleurs sont indissociables»

* ENTRETIEN AVEC VITALIANO MENGhini, VICE-PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES COLONIES LIBRES ITALIENNES (CLI) EN SUISSE.

Les CLI et l'ATEES (Association des travailleurs espagnols émigrés en Suisse) ont décidé de faire signer massivement par les travailleurs immigrés une pétition reprenant le texte de l'initiative pour les 40 heures de l'Union syndicale suisse (USS).

Cette pétition dépasse le simple soutien à l'initiative de l'Union syndicale. D'une part, elle permet à la partie immigrée de la classe ouvrière de s'exprimer, d'affirmer publiquement sa volonté de lutter pour l'amélioration des conditions de travail. D'autre part, elle rappelle l'importance vitale de l'unité d'action : ce n'est qu'ensemble, travailleurs suisses et immigrés, qu'il sera possible de gagner nos revendications. Enfin, elle fait pièce à la politique de division de l'Action nationale et indique, en soutenant les 40 heures, les premiers pas d'une riposte ouvrière à la crise. Il va sans dire que nous soutenons cette pétition et que nous appelons tous les travailleurs immigrés à la signer.

La Brèche : Les CLI ont décidé de lancer une pétition auprès des immigrés, reprenant le texte de l'initiative de l'USS pour la diminution du temps de travail. Qu'espérez-vous obtenir avec cette pétition ?

V. Menghini : Par cette pétition,

nous entendons en premier lieu appuyer l'initiative pour les 40 heures; ensuite, nous voulons démontrer aux autorités politiques et aux forces économiques de ce pays que le plus grand nombre des travailleurs immigrés, même s'ils

n'ont pas encore le droit de vote, expriment leur volonté d'obtenir une diminution du temps de travail.

* L'immigration en Suisse est-elle, dans son ensemble, acquise à l'idée qu'il faut diminuer le temps de travail ?

— Même si une frange de travailleurs immigrés est influencée par la démagogie distillée régulièrement dans les milieux économiques, qui tendent à faire croire que le coût du travail est le seul facteur déterminant pour la survie des entreprises, le plus grand nombre des travailleurs immigrés sait que les rythmes de travail ont été accélérés et que la productivité a d'ores et déjà augmenté à tel point qu'elle compense largement la réduction future du temps de travail.

* Dans certains milieux syndicaux, des oppositions à votre pétition se

sont exprimées, notamment sous le prétexte que l'action des immigrés raviverait la xénophobie des travailleurs suisses. Quelle est votre position à ce sujet ?

— En effet, certains syndicalistes et politiciens nous ont mis en garde contre une éventuelle recrudescence de la xénophobie qui pourrait être encore alimentée par notre pétition.

Au contraire, justement parce qu'une partie de la base des syndicats et des partis de la gauche est sensible aux arguments des xénophobes, nous pensons que la lutte pour "les 40 heures" nous donne la possibilité de démontrer concrètement combien les intérêts des travailleurs, qu'ils soient suisses ou immigrés, sont indissociables.

* Peux-tu relater rapidement vos expériences de lutte pour la dimi-

nution du temps de travail dans ton pays d'origine ?

— En Italie, nous avons obtenu les 40 heures après les longues luttes de l'automne 1969. Actuellement dans certains secteurs, le temps de travail est de 36 heures, comme c'est aussi le cas dans la plupart des pays européens qui nous entourent. Une réduction du temps de travail nous rapprocherait donc, bien tardivement, des autres travailleurs européens.

* Entrez-vous des actions à d'autres niveaux que la pétition pour obtenir la diminution du temps de travail ?

— Je ne peux pas préjuger des initiatives que nous prendrons dans le futur, mais nous serons partie prenante de toutes les actions qui tendront à améliorer les conditions de vie des travailleurs suisses et immigrés.

PS et gouvernement :

LA SORTIE ? AU FOND, À GAUCHE !



Rarement congrès socialiste aura suscité autant de discussions que celui qui doit décider, les 11 et 12 février, du retrait ou non des socialistes du Conseil fédéral. C'est que, derrière cette décision, toute l'orientation suivie par la majorité du mouvement ouvrier depuis des décennies est en question.

Le document présenté par la direction du PSS se borne à "peser le pour et le contre". Il ne répond pas à une interrogation, ressentie par de nom-

breux militants et salariés : si le PS se retire du Conseil fédéral, c'est pour faire quoi ? Sortir pour retourner dans 4 ou 8 ans ? Sortir pour développer une politique d'opposition ? Si oui, laquelle ? En l'absence de réponses à ces questions, les partisans du maintien — largement appuyés par les déclarations bourgeoises ou la presse — se targuent d'être les seuls réalistes...

Pourtant, des réponses existent. Elles ne sont pas les mêmes, de la direction du PSS au "Groupe d'Yverdon", du Parti du travail au PSO, ni

même entre les nombreux syndicalistes qui signent un appel pour le retrait, prenant le contre-pied de la majorité de la direction de l'Union syndicale suisse. Nous avons voulu l'illustrer, confronter les opinions, en donnant la parole à des militants de ces différents courants. Dans notre précédent numéro déjà, Yvette Jaggi, vice-présidente du PSS, donnait sa position (cf. *La Brèche* no 311 du 21 janvier 1984). Alors que la presse bourgeoise fait ses commentaires et sondages, il manque, dans le mouve-

ment ouvrier, d'une presse qui débattre ouvertement des problèmes posés. Avec nos moyens, nous le faisons ici.

Sans débat, sans confrontation des positions et propositions, comment le mouvement ouvrier pourra-t-il sortir de décennies de collaboration avec la droite ? Tous les participants aux discussions en ont reconnu l'importance, comme celle d'unir les forces, au-delà des conceptions différentes, pour que la sortie du Conseil fédéral soit aussi l'entrée dans une période d'opposition active, en faveur de tous les salariés.

"Nous ne devons pas attendre de voir ce que le PSS va faire"

* ENTRETIEN AVEC JEAN-PIERRE BOILLAT, RESPONSABLE SYNDICAL DE L'UNION SUISSE DES LITHOGRAPHERS (USL), GENÈVE.

La Brèche : Pourquoi des syndiqués lancent-ils un appel au Congrès du PSS ?

Jean-Pierre Boillat : Interpellée sur cette question, l'USS a été très timorée : pas une position clairement affirmée, mais une majorité serait "plutôt pour la participation". Trop de responsables centraux ou de fédérations sont peureux devant les conséquences qu'une sortie du PSS ne manquerait pas d'avoir : l'expulsion de certains des rouages de l'appareil de l'Etat où ils se croyaient en sécurité. Et puis, si le PSS passe à l'opposition, il va falloir s'activer dans les fédérations, dans les sections du parti, regagner une audience "de masse", regagner la confiance des électeurs et électrices, faire des mobilisations : tout cela fait un peu peur à certains responsables qui n'ont jamais connu autre chose que les couloirs du Parlement fédéral et les salles de négociations.

* Mobiliser... pour retourner au Conseil fédéral ?

— Beaucoup l'espèrent. Mais le PSS pourra-t-il y retourner dans 4 ou 8 ans, en imposant ses candidats ? Les bourgeois, du moins les plus "radicalisés" d'entre eux, ont déjà annoncé la couleur : pas question d'un retour comme ça, on posera les conditions. Les plus démagogues sont allés jusqu'à dire :

si le PSS sort, alors le gouvernement pourrait faire plus "dans le social" ! Qu'est-ce qui l'en a empêché jusqu'ici ?

* Alors qu'attends-tu d'un retrait socialiste ?

— Pour le mouvement ouvrier, la rupture de la coalition gouvernementale serait une chance "historique" à saisir, une occasion de se réapproprier des instruments de lutte mis au rencart depuis cinquante ans. Puisqu'il n'y aurait plus rien à attendre d'un ou de deux magistrats socialistes, ce serait la force du mouvement ouvrier qui permettrait d'arracher des concessions sur le plan social. Par définition, puisqu'il n'y aura plus de médiateurs, les travailleurs et leurs organisations devront chercher à s'unir, à créer un front commun pour imposer leurs revendications centrales. Cela devra se faire sur le plan national, puisque le débat sera porté au niveau du parlement fédéral. Voilà une occasion de construire nationalement un front commun des organisations de gauche (politiques et syndicales), et de le faire fonctionner sur des thèmes qui sont immédiatement à l'ordre du jour.

* Peux-tu donner un exemple ?

— La sécurité sociale. Cela fait des années que les bourgeois nous baladent avec leur combine du deuxième pilier, qui devrait entrer en vigueur normalement l'année pro-

chaine. On n'est même pas sûr qu'il fonctionnera réellement, parce que cela coûte très cher. Par contre, une sécurité sociale généralisée, y compris pour la maladie, basée sur le système de l'AVS, coûterait moins cher et serait plus favorable. Commençons la campagne aujourd'hui pour l'imposer. Nous avons suffisamment d'experts en la matière dans le mouvement ouvrier pour présenter un projet cohérent.

Bien d'autres thèmes sont à l'ordre du jour. Les sujets ne manquent pas, c'est à nous, militants du mouvement ouvrier, de les porter en avant et de les faire prendre en charge par un front commun.

* Ce front commun ne verra pas le jour de sitôt. Comment vois-tu les premiers pas pour y parvenir ?

— On pourrait commencer par les cartels syndicaux locaux. Les possibilités existent. On entend souvent dire, sur le plan local, que de toute façon on n'a pas beaucoup d'influence au niveau national. L'USS est un gros appareil qui bloque plus qu'il n'impulse. Mais sur le plan local aussi, c'est souvent bloqué. Chaque fédération vit dans son coin, sur son rythme. Il est vrai que le travail sectoriel "bouffe" passablement d'énergie. Mais le problème n'est pas là, me semble-t-il. C'est l'absence d'une vision un

peu large des problèmes auxquels nous sommes confrontés qui nous empêche de voir là où il serait utile, et nécessaire, de mener des batailles ensemble. Discutons dans chaque cartel d'un programme d'action qui intègre les thèmes les plus urgents sur lesquels nous devons nous battre.

* Et si le PSS ne quitte pas le Conseil fédéral ?

— La rupture gouvernementale, si elle se produit, devrait provoquer une ouverture du champ de vision. Nous ne devons pas attendre de voir ce que le PSS va faire une fois hors du gouvernement, nous devons l'interpeller aujourd'hui et lui proposer de mener avec nous des batailles centrales, en partant des thèmes que nous discutons dans nos fédérations respectives, dans nos cartels locaux. A moyen terme, pourquoi pas un congrès national de l'USS et des partis de gauche pour définir les priorités, sans nécessairement se mettre d'accord sur la situation historique et le programme politique général ? Cela devrait être possible, même si le PSS décidait, d'aventure, de rester encore quelque temps provisoirement au gouvernement. Son rapport de forces serait tellement mince qu'il serait quand même nécessaire d'en passer par là, si nous ne voulons pas aller de défaite en défaite.

On le sait, le PSS a demandé également aux syndicats de se prononcer sur le retrait gouvernemental. Cette consultation s'est malheureusement limitée à un avis du Comité élargi de l'Union syndicale suisse.

Refusant un débat tronqué, des syndicalistes ont lancé plusieurs appels ou lettres ouvertes au congrès du PSS (cf. *La Brèche* no 311 du 21 janvier 1984). Ces appels se prononcent tous pour une sortie du PSS du Conseil fédéral et pour une politique, combative et unitaire, d'opposition à l'austérité bourgeoise et à l'attaque patronale.

Nous publions ci-dessous une première liste des signataires de ces différents appels, forcément incomplète, puisque à l'heure où nous mettons sous presse, les signatures sont encore récoltées.

Syndicat suisse des services publics (SSP/VPOD)

Anliker Urs, Bhend Hansjörg, Blocher Fritz, Burkhard Esther, Ettl Peter, Hug Erna, Iselin Urs, Kaiser Rhea, Keller Michael, Keller Regula, Kubli Nora, Lenz Matthias, Mäder Dieter, Meier Hansruedi, Merki Thomas, Meyer Armand, Pia Daniel, Ribbe Irene, Ritter Annemarie, Schneider Brigitte, Stalder Hans, Tobler Ruedi, Urech Ursula, Vogt Heidi, Zumbühl Edith, Amacher Paul, Angst Walter, Bitterli Jörg, Ciabuschio Claudio, Egli Werner, Estermann Margrit, Goldmann Peter,

PLUS DE 200 SYNDICALISTES POUR LE RETRAIT

Guggisberg Barbara, Haering Barbara, Kurath Rolf, Lang Josef, Mauerhofer Albert, Oswald Susann, Rothenbühler Martin, Scheuber Walter, Stricker Anne, Weber-Ryser Pierrette, Züst Walter, Zweidler Erika, Bonvin Karine, Monnier Marinette, Bondi Michel, Nahory Albert, Heimberg Charles, Martenot Claire, Thévenaz Thérèse, Anor Albert, Tacchini Aldo, Montes Maria, Gossin Anne, Furtwängler Martine, Allamand Jean-Pierre, van Singer Christian, Spagnoli Anne, Lehmann-Gigon Nicole, Dyens Gérard, Giroud Yves, de Rahm Geneviève, Calame Claude, Rieben Marie-Paule, Beck Roland, Fischer Rolf, Iselin François, Buchheim Francisca, Hohenhauer François, Pfluger Anne, Bruggmann Jacqueline, Dolivo Jean-Michel, Zinder Evelyn, Hofner Marie-Claude, Rey Jacques, Krauer Marie-Christine, Hirsbrunner Beat, Casali Edi, Ebel Norbert, Bohle Martin, Tosato Oscar, Chautems Jean-Marie, Munier Pierre, Denoreaz Patrick, Lochhead Robert, Jöhr Edouard, Rüf, Bois Paula, Benjamin Françoise, Jolidon François, Piotet Georges, Piotet Nicole, Berthoud Françoise, Suillot Cédric, Brunel Valérie, Burgener Anne, Millasson Gustave, Disone Michèle, Gaillard Isabelle, Bolomey Daniel, Bovey Mireille, Guex Claudia, Guex Pierre, Wannaz Marinette.

Syndicat du livre et du papier (SLP)

Beck Joachim, Fässler Hans, Felber Marcel, Göhri Karl, Graf Hans-Peter, Prelicz Thomas, Roth Roger A., Schneuwly Emil, Uebelhart Martin, Caprez Chasper, Kyburz Doris, Lienhard Henry, Oberli Rudolf, Schweri Michel, Kohler Francis, Mabile Eugène, Biedermann William, Pache Bernard, Tirefort Christian, Beraud Claude, Raymond Claude, Pfister Paul, Oppliger Hans, Vautier Blaise, Bersier Claude, von Büren Christine.

Union suisse des lithographes (USL)

Graber Thomas, Inäbnit Heinrich, Plancherel Tino, Stetter Helmut, Zaugg Jürg, Bloms Werner, Koller Peter, Ducommun Paul-André, Abrezol Robert, Jaquet Denis, Emmenegger Roger, Boillat Jean-Pierre.

Syndicat du bois et du bâtiment (FOBB)

Benelli Therese, Bucher Bruno, Hertig Paul, Jakob Trudy, Lorenz Christine, Maag Regula, Marti Peter, Tobler Margret, Weber Pia, Amsler Fritz, Döka Zoltán, Foëx Oliver, Fünfschilling Leonard, Grossenbacher Monika, Heiniger Bruno, Kaufmann

André, Klein-Meyer Margareta, Oswald Armin, Zuppinger Urs, Forster Gérard, Viquerat Rémy, Bochud Gérard, Grossenbacher Francis, Rodriguez Delfin, Milliet Pierre, Simonin Francis, Gilardoni Luigi, Vernez John, Piguat Michel, Cuany Jean-Marc, Marca Tarcision, Gottraux Pascal, Racloz Philippe.

Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH)

Amrein Ruedi, Bollinger Bruno, Landolt Brigitte, Leupi Kurt, Ruder Gert, Schmid Sybilla, Weber Daniel, Weber Werner, Baeriswy Claude, Dollinger Franz, Gebhard Walter, Hillmann Kurt, Pauli Michel, Schilter Beat, Wieser Hans, Zecca Francesco, Sciboz Hubert, Muriset Edouard, Lopandic Marcelle, Métraux Bernard, Beyeler Adolphe, Pérusset Alicia, Salgado Antonio, Borowski André.

Fédération du personnel du textile, de la chimie et du papier (FTCP)

Basler Hans, Baumgartner Bernd, Bertschi Albert, Bonato Pietro, Bürcher Verena, Gfeller Fritz, Heid Kurt, Herzog Markus, Hodel Peter, Hug Hans, Leuenberger Sandro, Marti Ruedi, Nordmann Daniel, Portmann Werner, Rossa Rudolf, Schäppi Hans, Studer Martin, Troller Martin, Baumann Daniel, Bühler Kurt, Frei Walter, Kalbert W., Moor Heinz, Schafroth Alfred.



RAYMOND GLAS
(PS),
Municipal à Bienne

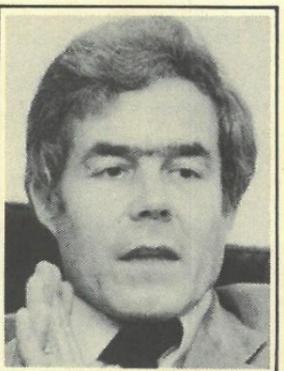
“Cet outil au niveau fédéral n'est plus un outil qui permet de réaliser des postulats socialistes”

Sur le bilan de la participation au Conseil fédéral :

“Je me bornerai à prendre des exemples qui sont connus de tous. Il est clair qu'au niveau fédéral, ces dernières années, il serait difficile de dire à nos membres quelles réalisations concrètes et cohérentes avec le programme ont été réalisées. L'initiative anti-atomique a été combattue par la bourgeoisie; les impôts sur les banques n'ont pas eu lieu; le contrôle des prix, on n'en parle pas; sans parler du démantèlement social : l'assurance maladie n'est que dans le cerveau de certains socialistes au gouvernement, mais jamais dans la réalité; la participation des travailleurs dans les entreprises : zéro; la dixième révision de l'AVS : on verra. Je crois que l'on peut dire que le démantèlement de l'Etat social est une réalité : 5 à 600 millions de moins pour les caisses-maladie, X milliards de moins pour l'AVS ces dernières années. 42 heures pour le personnel fédéral : zéro. Bref, je pourrai allonger la liste, mais cela me suffit pour montrer que cet outil au niveau fédéral n'est plus un outil qui permet de réaliser des postulats socialistes.”

Sur la politique de compromis et de consensus :

“Moi je dis que la participation ou le consensus, cette politique de compromis avec des adversaires politiques, avec la bourgeoisie, est fonction d'un moment historique. Il eût été impensable que dans les années vingt ou trente on puisse discuter d'un consensus ou d'une politique de compromis avec la bourgeoisie. Il était par contre possible dans les années cinquante et soixante de partager le gâteau avec la bourgeoisie. Et ceci pour un élément bien simple : dans les années cinquante et soixante, il y avait un boom économique, un développement des possibilités matérielles, les caisses étaient pleines; alors quand le gâteau grossit, la bourgeoisie est prête à partager un bout de gâteau. Par contre quand le gâteau diminue, qu'il devient de plus en plus petit, comme aujourd'hui en période de crise, où il y a le chômage, alors la bourgeoisie n'est plus prête à partager le gâteau qui devient de plus en plus petit. Elle veut le garder tout seul pour elle. C'est pourquoi je dis que dans les années cinquante et soixante, la politique de consensus était possible, Tschudi l'a démontré, aujourd'hui elle ne l'est plus.”



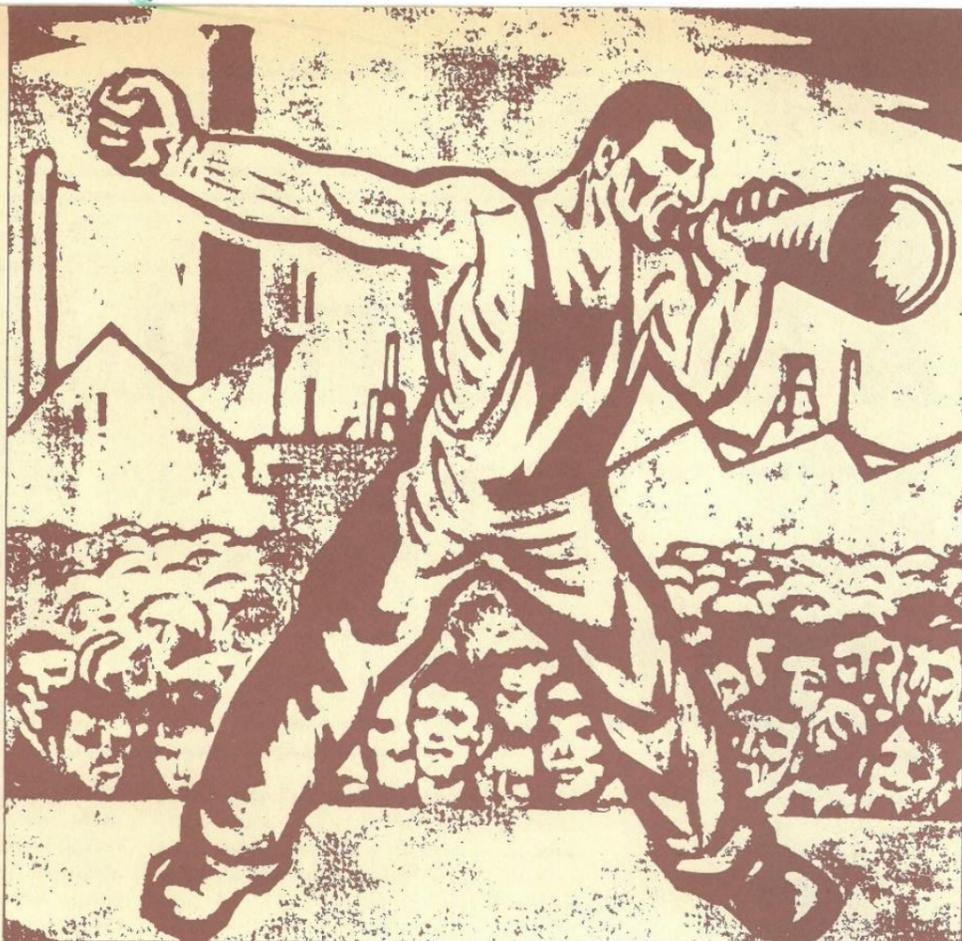
FÉLICIEN MOREL
(PS),
Conseiller d'Etat
à Fribourg

“Il deviendra, à mon avis, quasiment impossible de faire nommer des socialistes aux postes clés”

Sur les acquis et la participation :

“Je constate aussi que l'action gouvernementale en Suisse a tout de même réussi à permettre aux travailleurs de notre pays d'atteindre un relativement bon niveau de vie et je constate aussi que la politique gouvernementale à laquelle les socialistes ont fortement contribué a permis de développer un système de sécurité sociale, qui est loin d'être parfait, mais qui a, disons, l'avantage d'exister et que l'on pourra sans doute encore développer en étant présent

SPÉCIAL CONGRÈS PSS



Parti socialiste et gouvernement :

UN DÉBAT POUR TOUTE LA GAUCHE

A l'initiative des sections du Parti socialiste ouvrier (PSO), plusieurs débats publics ont été organisés en Suisse romande sur la participation des socialistes au Conseil fédéral. “Débat interne” au PSS, rétorquaient d'abord plusieurs sections socialistes, refusant de l'organiser avec nous. Débat pourtant déjà largement public et qui, surtout, concerne l'avenir de tout le mouvement ouvrier. Les interventions faites lors de ces débats le montrent. L'écho qu'ils ont rencontré aussi : 120 participants à Bienne le 25 janvier, avec Raymond Glas, Félicien Morel et Jean-Michel Dolivo, 150 personnes à Genève avec Pascal Holenweg, André Rauber et Michel Thévenaz le 27 janvier. Un débat analogue s'est tenu à Lausanne le 3 février avec Bernard Bérout (PS), Raymond Durussel (PS), André Rauber (PdT) et Charles-André Udry (PSO). A cause de nos délais rédactionnels, nous ne pouvons rendre compte de ce dernier. Les extraits des interventions faites à Bienne comme à Genève montrent qu'au-delà de la participation au Conseil fédéral, c'est l'orientation d'ensemble du mouvement ouvrier qui est en discussion.

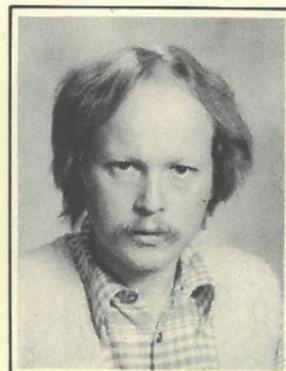
là où les décisions se prennent.

Les socialistes, qui sont membres du mouvement ouvrier, sont des gens qui, comme les syndicalistes, recherchent la participation. Et ils ont déclaré partout qu'ils sont pour la participation à tous les niveaux : par conséquent aussi au niveau de la politique fédérale. Si nous quittons, nous allons perdre une grande partie de notre influence, en tout cas au niveau fédéral. Il ne faut pas perdre de vue que nous perdons tout d'abord évidemment le poids que nous avons au niveau du gouvernement fédéral, mais il deviendra, à mon avis, quasiment impossible de faire nommer des socialistes dans les postes clés de notre administration; il deviendra difficile aussi de justifier une présence de socialistes au Tribunal fédéral; il deviendra difficile d'avoir une présence importante, en tout cas proportionnelle, de socialistes dans le cadre des commissions qui préparent les lois.”

Sur l'opposition systématique à la politique de la droite :

“Comment combattre la politique de la droite, a-t-on dit, eh bien en la refusant purement et simplement... J'observe un peu comme vous ce qui se passe en France. Je vois les socialistes au pouvoir et je constate qu'en raison de la situation économique difficile, ils imposent aux travailleurs français une politique déflationniste que les bourgeois n'ont jamais osé imposer aux travailleurs suisses. Voilà une partie de la réalité. Je crois qu'il est facile de dire qu'il n'y a qu'à refuser une forme de politique bourgeoise. Moi je constate que les socialistes lorsqu'ils sont au pouvoir sont aussi confrontés à des réalités économiques et que pour les surmonter, il faut demander des sacrifices. Malheureusement. Je préférerais que cela ne soit pas le cas, mais les socialistes français demandent aussi aux travailleurs français des sacrifices, eux qui pourtant ont un niveau de vie plus

bas que le nôtre. J'essaie d'être réaliste, j'essaie de réaliser une politique progressiste, mais je dois aussi tenir compte de certaines réalités.”



JEAN-MICHEL
DOLIVO (PSO),
membre du Bureau
politique du PSO

“Créer un rapport de forces pour permettre véritablement d'imposer les revendications ouvrières”

Sur le PSO et la sortie du PS du gouvernement :

“Pourquoi le PSO est-il pour la sortie des socialistes du Conseil fédéral ? D'une part, et nous sommes entièrement

d'accord avec le constat du camarade Glas, le Parti socialiste, ces dernières années, a défendu une politique gouvernementale bourgeoise. Il n'y a pas d'autre mot, les mandataires du Parti socialiste au Conseil fédéral ont vendu la politique de la droite, ont vendu aux yeux de l'opinion publique la politique d'austérité. (...) Deuxièmement, et je crois qu'il est important de le souligner ce soir, la participation gouvernementale socialiste est directement responsable de la faiblesse du mouvement ouvrier. Elle est en effet liée à toute la politique de consensus, de paix du travail, qui profite essentiellement au patronat et à la droite. Le constat dans la région est clair : les suppressions d'emplois, le chômage, à qui profitent-ils ? Ce sont les banquiers et les patrons qui font ce qu'ils veulent, qui licencient, et le mouvement ouvrier, le mouvement syndical, la gauche, ne sont pas capables de riposter. Ce fil à la patte de la participation gouvernementale pèse d'un certain poids, dans la mesure où les travailleurs se font des illusions, sont trompés. Et l'on propage ces illusions. Les dirigeants syndicaux, les dirigeants socialistes propagent l'idée qu'il est possible de s'entendre encore aujourd'hui avec le patronat, de s'entendre avec les banquiers et refusent une politique alternative, une politique propre du mouvement ouvrier, indépendante de la droite, indépendante de l'Etat bourgeois."

Sur la politique d'opposition :

"Comment répondre à cette politique de la droite, qui marque des points aujourd'hui avec la crise ? Pour nous, une première réponse nous semble évidente : il s'agit de la refuser. Refuser cette politique, comme la seule possible, comme étant, car elle est présentée ainsi, celle du bien commun (...) Deuxièmement nous pensons qu'il est nécessaire de s'y opposer, pas seulement de faire des déclarations verbales, mais de créer un rapport de forces, de le préparer, dans les entreprises, les communes, les cantons, sur le plan politique. Pour permettre véritablement d'imposer les revendications ouvrières, les revendications qui satisfont les besoins élémentaires des travailleurs, comme la diminution du temps de travail. Pour imposer ces revendications, pour créer ce rapport de forces, une des conditions réside dans l'unité de l'ensemble des forces de gauche. (...) Quelles revendications, quel plan ouvrier contre la crise devons-nous défendre aujourd'hui ? Nous devons, par exemple, défendre la nécessité d'une réduction radicale du temps de travail pour répondre au chômage et nous fixer un certain nombre d'objectifs de lutte, d'action."



PASCAL HOLENWEG (PS), membre du Comité central du PSS

"Le PSS est le parti social-démocrate le plus démuné d'Europe pour ce qui est des moyens d'action autonomes"

Sur la participation au gouvernement :

"Le débat qui s'est engagé dans le PS, principal parti de la gauche suisse, s'il se solde par la décision que nous espérons — la sortie du Conseil fédéral — donne les conditions d'un renouveau de la gauche politique et syndicale dans ce pays. Certes, ce n'est pas une condition suffisante pour que la gauche devienne, sinon majoritaire, du moins assez forte pour imposer son propre programme à la bourgeoisie. Mais c'est en tout cas une condition nécessaire, précisément parce que les "fils à la patte" que le mouvement ouvrier traîne depuis 50 ans empêchent l'animal qui les traîne d'aller plus loin que le poteau auquel on a décidé de le faire brouter. Le PSS et l'USS, et au-delà l'ensemble de la gauche suisse, sont enchaînés à l'Etat bourgeois à tous les niveaux par une série de liens dont le plus apparent et le plus symbolique est la participation au Conseil fédéral. Mais ce n'est qu'un lien parmi d'autres. Il est évident qu'il faut le rompre et quand on l'aura rompu de multiples autres liens resteront à rompre."

Quel programme pour l'opposition ?

"J'aime bien la définition d'un réformisme révolutionnaire ou d'objectifs révolutionnaires passant par l'utilisation de moyens réformistes. C'est la thèse centrale de la gauche socialiste qu'on a réussi à faire passer dans le programme du parti genevois (reste à voir si c'est appliqué) et qu'on va essayer de faire passer dans la ligne politique du PSS. (...) Le PSS — et l'USS — s'est à ce point identifié à l'Etat bourgeois, à l'objectif de le conquérir, qu'il en a perdu tout



moyen d'action autonome. C'est le parti social-démocrate le plus démuné d'Europe, pour ce qui est des moyens d'action autonomes. Certes, PSS et USS sont pleins de moyens d'action de coulis, ou croient l'être, mais ils sont totalement démunis comme parti d'opposition ou syndicat non lié à la paix du travail. La gauche socialiste a un programme. Si on défend depuis des années la thèse du retrait, c'est dans l'idée de faire passer un programme de réformisme radical, au bon sens du terme, à la racine. On n'est pas démuné de programme, le PSS est aujourd'hui démuné de moyens d'appliquer son propre programme."



ANDRÉ RAUBER (PdT/POP), rédacteur à la "Voix Ouvrière"

"Il n'y a pas de fatalité, de mécanisme infernal, qui, forcément, entraîne à la collaboration à tout crin"

Sur la participation au gouvernement :

"Nous ne faisons pas un dogme de la non-participation ou de la participation à un gouvernement, même à majorité bourgeoise. Cela dépend de certaines circonstances. Ce qui compte, c'est le projet politique, l'action qu'on mène, qu'on soit à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement. C'est vrai que dans cette Suisse ultra-bourgeoise on peut penser que la participation à un gouvernement signifie un certain nombre de "fils à la patte" — comme l'a avoué Théo Chopard — mais on peut aussi penser qu'on peut s'en défaire ou être poussé à le faire. Il n'y a pas de fatalité, de mécanisme infernal qui fait qu'on doit forcément être entraîné à la collaboration à tout crin. Et si le PSS s'y est gravement embourbé depuis des décennies, cela ne l'a pas empêché de temps en temps d'avoir des positions ou des actions qui rompent avec cette politique."

Sur une politique d'opposition :

"On ne peut s'attendre à ce qu'une décision du Congrès socialiste — aussi importante et positive qu'elle soit — suffise pour consacrer un changement véritable de cap politique. Ce ne pourra être que le fruit d'une longue évolution, que nous souhaitons, basée sur un renouveau politique en Suisse et qui se fixe comme perspective de sortir de la crise actuelle et d'aller vers des transformations de nature socialiste. Cela doit signifier un certain nombre de ruptures : une politique économique et sociale qui rompe avec la logique de la rentabilité financière du Capital, une conception revendicative qui, tout en ne récusant pas la négociation avec le patronat, n'en fasse pas un dogme d'action comme c'est le cas de la paix du travail. (...) Comment avancer pour changer cette société et pas dans un seul intérêt électoraliste où on se livre à des considérations sur le crédit que l'on risque de perdre et la possibilité de le rattraper au détriment d'autres forces de gauche ? La question est surtout de détacher les masses populaires qui sont encore liées aux partis bourgeois ou se réfugient dans l'abstentionnisme et de rompre avec des conceptions hégémonistes dans le mouvement ouvrier qui ne veulent pas reconnaître le pluralisme de conceptions et d'organisation. Pour changer le rapport de forces avec la droite, il faut travailler avec tous les mouvements disposés à aller dans cette direction. Si ce n'est pas dans cette perspective que le PSS veut quitter le gouvernement, je me demande si ce coup d'éclat aura servi à grand-chose, même pire, si on ne risque pas d'affaiblir la gauche."

Sortie parlementaire ou opposition de gauche ?

Jusqu'ici, les cadres et la direction du Parti socialiste qui prônent la sortie du Conseil fédéral ont beaucoup expliqué pourquoi la participation n'est plus tenable. Ils en disent moins sur ce qu'ils comptent faire dans l'opposition. Or bien des travailleurs se posent justement cette question. Les partisans du maintien en profitent et jouent sur le sentiment d'insécurité — largement ressenti par les salariés devant les effets de la crise — pour dire qu'il vaut mieux garder une position acquise, même inconfortable, plutôt que de "courir à l'aventure"...

La bourgeoisie l'a bien compris et ajoute son grain de sel. Yann Richter, président du Parti radical, explique à L'Illustré (no 3, 1984) : "On peut prendre seul la décision de quitter le gouvernement, mais pour y revenir il faut obtenir l'accord des autres partenaires. Ça me ferait hésiter. Car il faudra une vague de fond extraordinaire pour que le rêve d'unité 'des gauches' se réalise en Suisse et reporte le PS au pouvoir". Et pour bien se faire comprendre il ajoute : "J'imagine qu'après le départ des socialistes le Conseil fédéral sera tout à coup plus social comme pour montrer qu'une présence socialiste n'était pas indispensable à la politique sociale". En un mot : nous ne laisserons pas faire un PS dans l'opposition !

Arrogance bourgeoise ? Bien sûr. Mais les travailleurs savent qu'il faut compter avec et que le mouvement ouvrier sort de décennies de collaboration faible et démuné. Plus d'un socialiste l'admet ouvertement aujourd'hui : "Nous devons redevenir plus forts pour gagner une influence dans le gouvernement qui assure notre indépendance et le respect de ce que nous sommes", souligne Helmut Hubacher dans un entretien donné à notre journal en allemand, bresche (no 239, 30 janvier 1984).

Et comment redevenir plus forts ? Dans le même entretien, Hubacher précise : "Dans l'opposition, nous ne jetterons pas nos principes par-dessus bord, nous voulons rester crédibles". Crédibles, c'est-à-dire gouvernementaux. Hubacher répète que la TVA "n'est pas une affaire bourgeoise", que seuls les riches peuvent se payer un Etat pauvre et qu'on jugera "de cas en cas" pour les crédits militaires. La sortie pour retourner à ses servitudes !

Les salariés, confrontés aux licenciements, aux mesures d'austérité, se posent toutefois la question autrement. Si la gauche est faible, comment la renforcer ? Comment développer une réelle opposition à la politique bourgeoise ?

Notre réponse est nette : il faut mettre ensemble les forces vives qui existent, créer un front commun, partis et syndicats, autour de revendications prioritaires, comme par exemple l'assurance maladie, le refus des crédits militaires, le rejet du nucléaire, la réduction du temps de travail. Certes, le PSS reste un parti réformiste. La gauche socialiste, comme le dit Holenweg, voudrait qu'il devienne "réformiste révolutionnaire"; le Parti du travail, qu'il adopte un programme en rupture avec le capitalisme. Ce débat d'orientation est nécessaire, mais ce n'est pas un préalable pour agir ensemble, maintenant, partout où les objectifs sont communs. C'est même indispensable, précisément pour répondre au sentiment d'insécurité que ressentent bien des travailleurs.

Or sur ce point, la direction du PSS pose aussi ses conditions idéologiques. Elle veut "rester crédible"... Envers la droite ? Pour donner raison à Richter, qui juge que l'unité de la gauche "est un rêve" ? Dans son entretien avec bresche, Hubacher répond catégoriquement : il ne voit "pas de grandes perspectives" d'unité avec les partis à gauche du PSS, car "il ne faut pas seulement un dénominateur commun sur l'objectif, les autres partis de gauche ont une autre idéologie". Et les partis bourgeois qui siègent dans ce Conseil fédéral où le PSS veut retourner ? Avec eux, n'y aurait-il pas de différences idéologiques ?

L'argument est trop grossier pour ne pas faire apparaître la vraie question : dans l'opposition, le PSS devra choisir entre une sortie parlementaire — et rester "crédible" en vue de son retour au gouvernement et une sortie pour combattre la politique de la droite, ce dont les salariés ont besoin. Qu'il sorte ou qu'il reste au Conseil fédéral, la question est d'ores et déjà posée. C'est pourquoi, dans les syndicats, dans la gauche en général, "il ne faut pas attendre de voir ce que le PSS va faire", comme le dit J.-P. Boillat dans ce numéro. Mais avancer dès aujourd'hui des propositions d'action commune qui commencent à créer un réel front commun de la gauche contre la bourgeoisie et sa politique d'austérité.

Michel Thévenaz

La Brèche : Véréna Berseth, tu es candidate unique de la gauche contre l'austérité face à un candidat de l'Entente vaudoise-bourgeoise. Une telle candidature unitaire, c'est une nouveauté dans le canton ! Qu'en penses-tu et pourquoi toi, dans ce cadre-là ?

Véréna Berseth : Oui, effectivement, c'est une nouveauté et je pense que c'est déjà une mini-victoire que la gauche vaudoise se mette d'accord sur une candidature pour tenter de battre le candidat de l'Entente vaudoise, représentant, lui, les intérêts patronaux et des banquiers. Il faut aussi noter que nous nous sommes mis d'accord sur une plate-forme contre l'austérité et les résultats qui vont sortir de là peuvent être importants. C'est un espoir de pouvoir travailler tous ensemble par la suite pour répondre unitairement à la politique de la droite. Il est vraiment temps que cette unité de la gauche se concrétise face à ce "monument" que représente l'Entente vaudoise. C'est du reste pour cette raison, parce que je me suis toujours prononcée pour une unité de toutes les organisations ouvrières, populaires, syndicales, féministes, que j'ai été choisie comme candidate et que j'ai accepté. Il est absolument nécessaire de tirer tous à la même corde face à l'Entente vaudoise qui parfois est divisée sur des petites choses, mais qui pour l'essentiel se retrouve toujours unie. Notre Entente doit être plus importante que pour une élection seulement ! Il faut bien commencer par un bout, et cette élection complémentaire nous en donne l'occasion.

*** Ta candidature est une candidature de lutte. Quelles mesures préconises-tu pour combattre la politique d'austérité menée par les radicaux et les libéraux sur le dos des milieux populaires ?**

— La politique du "moins d'Etat" des partis bourgeois est certes très difficile à combattre dans le rapport de forces actuel. Mais nous sommes un peu des souris qui grignotons la grosse montagne ! Une des mesures très importantes, face à la crise, c'est les 40 heures sans diminution de salaire. Au moment où il y a du chômage, il est urgent que, par une diminution du temps de travail, on distribue le boulot, au lieu de distribuer le chômage, que l'on partage le travail disponible entre tous. Par rapport au budget cantonal, l'Entente bourgeoise rabote sur les dépenses pour la sécurité sociale, veut faire payer plus cher la santé aux salariés. Ce sont des économies de bouts de chandelles, qui ont pour seul objectif de faire passer les travailleurs à la caisse.

Pour les 40 heures, encore une précision : le canton et les communes se devraient de montrer l'exemple sur cette question en introduisant les 40 heures, créant ainsi des emplois supplémentaires. Cela implique nécessairement un refus du blocage du personnel. Les conséquences de la politique d'austérité se marquent par exemple aussi dans le domaine de l'éducation et de l'école. Je peux en parler en connaissance de cause puisque j'ai été municipale à Renens des écoles et du culte. La politique d'économies de la droite aboutit à augmenter les effectifs des classes, ce qui va directement à l'encontre de nouvelles méthodes d'enseignement introduites pour diminuer l'aspect sélectif de l'école. Et qui fait les frais de cette politique ? Les enseignants, mais surtout les élèves de milieux populaires et leurs parents.

Patrons et banquiers soutiennent financièrement la campagne du candidat de l'Entente bourgeoise. Nous lançons un appel aux milieux populaires, aux salariés pour qu'ils nous aident à financer notre campagne contre l'austérité en versant leurs dons (du plus petit au plus grand !) au CCP : "Entente populaire contre l'austérité (POP, PSO)", CCP 10 - 16 674, Lausanne. Merci !

*** Tu affirmes que l'Entente vaudoise s'attaque aux acquis sociaux. Lesquels et comment se défendre ?**

— Il y a eu, par exemple, la tentative de supprimer les 100 francs versés aux personnes âgées pour Noël à titre de prestation complémentaire cantonale. Une manifestation devant le Grand Conseil a été organisée par l'AVIVO, où les gens sont vraiment venus pour se défendre. Et une partie de la droite a dû reculer. La proposition a été retirée.

Sur la participation aux frais de pension dans les hôpitaux, rien n'a été décidé. 15 à 20 francs par jour à payer par les malades, la droite est vraiment arrogante ! Mais il y a

Canton de Vaud :

«Développer à l'avenir une lutte unie de la gauche contre l'austérité»

Véréna Berseth, 39 ans, blanchisseuse, députée de Renens, est candidate de "l'Entente populaire contre l'austérité (Parti ouvrier et populaire - POP / Parti socialiste ouvrier - PSO)" pour l'élection complémentaire au Conseil d'Etat des 25 et 26 février prochain. Candidate unique de la gauche, elle est soutenue par le Parti socialiste vaudois (PSV) et Alternative démocratique (AD). Cet entretien paraîtra dans les trois journaux de gauche, *Tribune socialiste vaudoise*, *la Voix Ouvrière* et *La Brèche*.



* ENTRETIEN AVEC VÉRÉNA BERSETH, CANDIDATE DE L'ENTENTE POPULAIRE CONTRE L'AUSTÉRITÉ (POP, PSO).

là aussi des chances pour faire échec à ce projet, grâce à la pression de l'opinion publique et à l'opposition ferme de toute la gauche qui s'est mobilisée. Nous étions 700 personnes à Lausanne, le 5 décembre, à protester dans la rue contre ces mesures d'austérité ! Quant au blocage du personnel et au refus du réajustement intégral des salaires, l'Etat montre le mauvais exemple au secteur privé. C'est pour cette raison qu'il nous faut agir unis, ceux du privé et ceux du public, afin de défendre nos acquis.

*** La droite s'attaque aussi spécialement aux droits des femmes dans une période de crise. Quel est ton avis ?**

— Souvent les femmes qui sont licenciées et se retrouvent au chômage ne connaissent pas leurs droits et ne s'inscrivent même pas au chômage. Quand on est mère de famille, on la sent aussi très bien passer, la crise ! C'est l'augmentation du coût de la vie, avec une baisse du pouvoir d'achat. De plus, c'est

souvent nous les femmes qui sommes visées les premières par l'austérité. Dans le domaine des assurances sociales nous payons plus que les hommes, parce que, paraît-il, nous avons plus de problèmes de santé à cause de la maternité. Moi, j'ai toujours cru que la maternité n'était pas une maladie. De plus les patrons font toujours courir des bruits sur nous, sur l'absentéisme féminin. Or c'est entièrement faux. On pourrait parler de l'absentéisme pour le service militaire chez les hommes !

*** Tu es candidate à un exécutif cantonal, n'est-ce pas contradictoire au moment où, dans le Parti socialiste, on discute d'un retrait du Conseil fédéral ?**

— La question du retrait ou non des socialistes du Conseil fédéral est discutée très largement aujourd'hui. C'est très positif. Ce serait bien que le PSS sorte du Conseil fédéral, à mon avis. Mais ce que les socialistes ont oublié de discuter, depuis des

années, c'est la politique de gauche qu'il faudrait mener pour défendre de manière conséquente les intérêts des milieux populaires et la façon dont on participe à un exécutif. Souvent les gens disent : "que je vote à droite, que je vote à gauche, je vois pas très bien la différence". Ce que les gens ressentent là, c'est qu'il existe une sorte de "super-entente" entre la droite et les socialistes dans un exécutif, que les représentants des partis de gauche se font manger.

Et c'est vrai, il existe une sorte d'accord tacite qui s'appelle la collégialité. On devrait se soumettre à certaines "règles" quand on entre dans un exécutif : on n'aurait pas le droit d'exprimer publiquement son opinion de "minoritaire". Je suis opposée au respect de ces prétendues règles. Nous, les représentants de la gauche sommes responsables devant nos électeurs, devant les milieux populaires, les travailleurs et travailleuses qui nous ont élus et pas devant les institutions. Et moi, j'ai fait des expériences d'une autre politique à l'exécutif, refusant de me plier à la collégialité. Ainsi quand j'étais municipale à Renens, j'ai refusé cette loi du silence, par exemple lorsqu'un enseignant aurait dû être licencié pour des raisons politiques. J'ai contacté ses collègues et cet enseignant a pu garder son poste.

*** Quel prolongement de cette candidature unitaire de la gauche contre l'austérité, après les 25 et 26 février, envisages-tu ?**

— Il faut préparer une activité des salariés, solidaires, et des organisations ouvrières, unies, contre l'arrogance patronale et les mesures d'austérité. On a déjà commencé par une manifestation de rue le 5 décembre qui fut un succès modeste, mais un succès. Il est nécessaire de poursuivre dans cette voie, sur les lieux de travail en particulier. On a à travailler avec beaucoup de bon sens, avec les gens concernés, avec les salariés, leurs organisations, les associations de quartier, d'immigrés, de femmes.

Cette candidature unitaire et la campagne, jusqu'au 25 février, nous permettront de rencontrer des gens, de discuter avec eux. Des assemblées seront organisées dans les villes du canton. Un comité de soutien large est mis sur pied, qui rassemble des personnes, et nous l'espérons aussi, des organisations de milieux populaires. Ce sont autant de jalons qui permettront de développer à l'avenir une lutte unie de la gauche contre l'austérité.



Le soutien à la grève de Matisa (février 1983), première action unitaire de la gauche vaudoise.

photo la brèche

Conférence de Stockholm :

La Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe (CDE) a ouvert ses travaux le 17 janvier en présence de trente-cinq pays européens, méditerranéens et des Etats-Unis. La Conférence est issue des décisions de la Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Alors, s'agit-il de la Xe mouture de ces conférences sur le désarmement qui n'apportent aucun résultat ? Oui, certes. L'occasion nous est cependant ainsi donnée de regarder de plus près la politique étrangère helvétique, traditionnellement alignée sur Washington.

Le début du stationnement des missiles Cruise et des fusées Pershing II a provoqué le naufrage des négociations de Genève sur les euromissiles et l'interruption de celles de Vienne sur la réduction équilibrée et réciproque des forces conventionnelles en Europe. Le réarmement à outrance des Etats-Unis a été accompagné du refus de ratifier les accords américano-soviétiques SALT II sur la limitation des armements stratégiques nucléaires. La CDE est donc, à côté de l'ONU, le seul forum international sur le désarmement. D'où l'intérêt, pour les états capitalistes occidentaux, d'utiliser la CDE comme preuve de leur "volonté de négociation", bien nécessaire pour tenter de regagner politiquement du terrain face aux immenses mouvements de la paix de ces dernières années.

La Suisse s'aligne sur Washington

Les buts de l'OTAN et des Etats-Unis ont été clairement affirmés au départ : "Selon la définition de Washington, et la définition de la plupart de ses alliés, le mandat attribué à la conférence ne prévoit pas de discussion sur la sécurité nucléaire". Le chef de la délégation américaine, James E. Goodby, a ajouté : "Si le thème nucléaire devait être introduit dans la conférence, elle serait surchargée et ne déboucherait sur aucun résultat. La conférence n'a qu'une seule tâche : réduire le risque de confrontation militaire en Europe (...)" (International Herald Tribune, du 19 janvier 1984). Les déclarations américaines ont été reprises telles quelles par la délégation helvétique. Dans une conférence de presse du 12 janvier, le Département des affaires étrangères a indiqué que la Suisse ne souhaite pas aborder les questions du désarmement à ce stade. Il s'agit uniquement d'aborder des mesures immédiates très limitées dans le domaine de l'annonce et de l'observation réciproques de manoeuvres militaires. La Nouvelle Gazette de Zurich (NZZ) clarifie les choses : "Il ne s'agit pas de négocier sur le désarmement, et la CDE ne doit pas être considérée comme un ersatz des négociations sur les missiles" (NZZ, du 14 janvier 1984). Il n'est dès lors pas étonnant que la Suisse se soit retrouvée isolée dans le groupe des pays dits "neutres et non alignés". La Suède avait proposé que ce groupe soumette des propositions communes, notamment la création d'une zone dénucléarisée en Europe, ce contre quoi la Suisse opposa promptement son veto. L'ambassadeur Edouard Brunner en expliqua la raison : "La création d'un tel corridor dénucléarisé relève de la décoration de façade si elle ne fait pas partie d'un arrangement plus important". Cette attitude amena les diplomates suédois à qualifier, en privé, la position helvétique de "plus proche de l'OTAN que l'OTAN elle-même" ! L'ambassadeur Brunner rétorqua en traitant ces propos de "malveillants", tout en admettant que sur certaines questions "(...) la Suisse adopte une position analogue à celle de quelques Etats membres de l'OTAN" (Basler Zeitung, du 14 janvier 1984).

Les faits sont clairs, l'axe Washington-Berne évident. Un exemple enviable du beau travail qu'accomplit le "socialiste" Pierre Aubert au gouvernement ! Et dire que l'on avait qualifié la participation de la Suisse à cette conférence d'"historique" ! Cela doit inciter, plus que jamais, à dénoncer l'alignement de la politique étrangère helvétique sur l'OTAN.

André Meylan



Il y a 15 ans : les chars de la bureaucratie soviétique en réponse au "Printemps de Prague".

Tchécoslovaquie, 15 ans après la "normalisation" :

Les premiers craquements

L'année quatre-vingt-quatre voit la Charte 77 commencer la huitième année de son action "pour faire respecter dans notre pays et dans le monde les droits de l'homme et du citoyen" (extrait de la Charte 77).

"La Charte 77 représente le mouvement le plus significatif qui se soit produit en Tchécoslovaquie au cours des dernières années. Elle jouit d'une importante audience auprès des travailleurs (...) (Elle) traite des droits sociaux, économiques et culturels, et affirme que les travailleurs doivent avoir le droit de construire des syndicats et d'autres organisations pour défendre leurs intérêts de façon indépendante. Ils doivent avoir le droit de grève. (La Charte 77) pourrait constituer un point de départ sur le chemin de l'émancipation des travailleurs." (Petr Uhl, Prague, le 3 mars 1977)

Le Comité pour la défense des personnes injustement persécutées, le VONS, groupe de travail de la Charte 77 constitué en septembre 1977, a déjà publié plus de 350 communiqués de défense de citoyens et de citoyennes.

Des dizaines d'oppositionnels ont été jetés en prison durant ces huit dernières années. Des milliers de personnes ont été réprimées pour leur sympathie à leur égard.

Depuis plusieurs années les conditions de vie des travailleurs empirent.

Crise mondiale et gabegie bureaucratique

Détourner à son profit le bien public est la seule préoccupation de la bureaucratie. La dictature policière (voire militaire) protège ses larcins et impose à la société la gabegie dans la production et la distribution. La bureaucratie craint la démocratie dans l'économie : l'autogestion permet aux travailleurs d'organiser la production selon leurs besoins, elle assure la transparence des décisions — condition de leur réalisation. Il n'y a plus place pour les privilèges !

Durant les années quatre-vingt la crise du capitalisme, mode de production dominant à l'échelle mondiale, pèse lourdement sur la Tchécoslovaquie (et les autres pays de l'Est) et aggrave les facteurs de sclérose que connaissent ses institutions. Les masses populaires font les frais de cette situation. Voilà qui explique leur mécontentement.

La naissance de Comités préparatoires pour la création de syndicats libres, stimulés par les luttes

de Solidarność et des travailleurs polonais, exprime ce mécontentement. Clandestins, ces comités portent régulièrement des prises de position à la connaissance du public.

Les réprimés

Durant l'année écoulée des dizaines de concerts de rock ont été interdits. Ainsi, à Zabcice près de Brno, 26 jeunes gens et jeunes filles ont été écroués le 11 juin dernier. Ils étaient 400 à protester — "nous voulons la paix", "nous voulons la liberté" — lorsque la police est intervenue. Fin septembre, 22 d'entre eux étaient reconnus coupables, dont quatre condamnés à des peines de prison ferme.

PETR UHL : la solidarité a payé

Petr Uhl entame sa neuvième année de détention. Il doit être libéré au mois de mai prochain. La solidarité internationale à laquelle La Brèche s'est associée (cf. La Brèche no 302 du 27 août 1983) a permis d'améliorer ses conditions de détention, jusqu'alors effroyables.

C'est une première victoire, qui stimulera notre vigilance et notre solidarité.

Les milieux religieux également ont connu le triste privilège de bénéficier de l'intérêt des forces de répression. Lorsqu'elles cherchent à museler jusqu'à la pensée, la foi aussi est dangereuse. Elle peut devenir le vecteur d'une réflexion indépendante.

Mais c'est bien sûr contre les ouvriers que s'acharnent les autorités.

Jiri Gruntorad, arrêté en décembre 1980 pour possession de documents de Solidarność, est condamné à quatre ans de prison le 9 juillet 1981. Plutôt que de le relâcher en décembre dernier les autorités ont lancé contre lui une nouvelle "affaire".

La Charte 77 est un phare pour l'opinion publique bafouée. Son existence au grand jour encourage l'activité. Elle est traquée. Le 21 décembre dernier Jiri Wolf a été condamné à six ans de prison ferme pour "subversion" et "divulgaration de secrets". En 1978 déjà, il subissait une première condamnation à trois ans, puis, plus tard, une deuxième de six mois. La peine qui le frappe est l'une des plus sévères qui aient été administrées à un opposant depuis douze ans.

Indiscutablement l'événement de 1983 c'est l'essor du mouvement pour la paix qui annonce la naissance d'une nouvelle génération combattante.

Les pacifistes

Au lendemain de la première manifestation du 21 juin dernier, à l'occasion de l'ouverture de "l'Assemblée mondiale pour la vie et pour la paix", le mouvement s'est amplifié.

Le 25 octobre 1983 les gouvernements soviétique et tchécoslovaque annoncent leur accord concernant l'installation en Tchécoslovaquie de missiles soviétiques. A Brno, début décembre déjà, plus de mille personnes signaient une pétition demandant l'annulation de l'accord. Le Comité préparatoire des syndicats libres s'est adressé aux syndicats officiels demandant l'organisation d'un référendum sous contrôle international dans tous les pays où doivent être installés des missiles.

Solidarité avec les pacifistes indépendants de Tchécoslovaquie, d'Allemagne de l'Est, d'URSS et d'ailleurs !

Non à l'installation de missiles soviétiques en Tchécoslovaquie et en RDA !

Boris Tchapaev

Guatemala :

LA GUERRE OUBLIÉE

Les gros titres de l'actualité en Amérique centrale sont souvent réservés au Nicaragua et au Salvador. Pourtant, les massacres des communautés indiennes au Guatemala n'ont pas cessé, pas plus que l'affrontement permanent entre la dictature militaire et les forces de l'Union révolutionnaire nationale du Guatemala (URNG). C'est pourquoi nous publions ci-dessous des extraits d'une entrevue avec Gaspar Ilom, dirigeant de l'Organisation du peuple en armes (ORPA), l'une des composantes de l'URNG. Le texte complet de cette entrevue est paru dans le bulletin en français de l'ORPA.

* Commandant Gaspar, pour commencer cette entrevue pourriez-vous établir un bilan global concernant le développement de l'ORPA et de la guerre populaire durant cette dernière année.

— Nous pouvons dire que, d'une manière générale, notre action, notre développement et notre présence ont été positifs et que notre rôle au sein du processus révolutionnaire a été important.

Il faut rappeler le contexte de l'année écoulée : il y a un an nous définissions la situation comme particulièrement difficile et dangereuse. Et la pratique a confirmé cette prévision.

Nous savions que diverses difficultés, tant internes qu'externes, allaient assaillir la révolution guatémaltèque. Et c'est déjà une grande réussite que de les avoir affrontées d'une manière victorieuse : le mérite très particulier de cette année tient à cela. Mais parler de "manière victorieuse" ne veut pas dire que nous pensions alors que la guerre connaîtrait des moments spectaculaires ou que nous livrerions des batailles décisives pour la prise du pouvoir.

Les tâches fondamentales consistaient à préserver nos forces, à les fortifier et à les développer dans les meilleures conditions afin d'être prêts à agir lorsque les circonstances seraient plus favorables.

Mais cela ne pouvait être séparé de la situation de l'ennemi. Il était nécessaire de le frapper politiquement et militairement pour l'empêcher de consolider ses plans et ses projets contre-insurrectionnels. C'est là que se trouvait le principal défi de cette année.

En effet la consolidation du régime fondée sur une apparente pacification du pays aurait eu des conséquences négatives pour le mouvement révolutionnaire et pour le développement et l'affermissement de la lutte de libération de notre peuple.

* Croyez-vous que les actions de l'URNG ont contribué à miner cette consolidation et à mener Rios Montt à l'échec ?

— Il n'y a pas le moindre doute sur le fait que l'approfondissement de la crise, qui a culminé avec la nécessité de changer le dictateur, est en relation directe avec le développement du mouvement révolutionnaire, bien que ce ne soit pas le seul facteur.

A l'intérieur du mouvement révolutionnaire l'Organisation a apporté tout ce qu'elle a pu et a coopéré avec toutes les organisations de l'URNG, pour créer un climat politique et militaire qui interdise la stabilisation du pouvoir

et qui y accentue les contradictions.

Et c'est ainsi que cela s'est passé. Les contradictions au sein de l'armée se sont accrues du fait de son incapacité à annihiler ou neutraliser le mouvement révolutionnaire. Et, pour la première fois depuis 20 ans, les affrontements au sein de l'oligarchie ont été tels qu'ils ont amené son fractionnement interne.

Donc, si nous regardons les choses dans une perspective historique et générale, nous croyons que cette année a joué un rôle positif et important dans le déroulement de la guerre. (...)

* Après cette vue d'ensemble, venons-en à des aspects plus concrets, et tout d'abord au développement du Front urbain.

— La capitale représente le centre nerveux de l'activité ennemie, et il est indéniable que, se trouvant sur un terrain qui lui est plus favorable, l'armée est ici plus forte qu'ailleurs. Malgré cela il est non moins évident que le Front urbain de l'ORPA y a maintenu cette dernière année une active présence politico-militaire, et qu'il y a même réalisé de nouveaux types d'opérations.

* Quelle importance attribuez-vous, Comandante, à ces nouvelles opérations sur le plan interne du Front, et sur le plan externe des réactions et des effets produits parmi l'ennemi ?

— Je crois qu'il faut les placer dans un contexte plus général. Il est évident que les résultats obtenus par le Front urbain et que les opérations réalisées contre les forces vives de l'Ennemi (qui représentent 90 o/o des opérations de la capitale) ne sont en rien improvisés, mais qu'au contraire ils sont le fruit d'une progression allant du plus simple au plus complexe. Il en résulte que le bilan ne peut prendre en compte le seul nombre, et que le développement du Front urbain n'est en rien terminé.

Le plus important c'est que le mouvement révolutionnaire n'est pas resté seulement actif, mais qu'en plus il a augmenté sa capacité offensive précisément là où l'en-

mi lui déniait toute existence. C'est essentiel car ainsi l'enthousiasme populaire s'est maintenu et accru malgré la désinformation systématique et les conditions difficiles que connaît la ville. (...)

* Pour notre peuple et pour la solidarité internationale la question de l'unité des forces révolutionnaires est très importante. Pouvez-vous nous parler du développement de ce processus unitaire ?

— Je pense que, sans aucun doute, nous avons beaucoup avancé. Ce qui se passe c'est que l'unité provoque un grand enthousiasme chez tous et que de ce fait nous souhaiterions des réalisations concrètes et à court terme. Mais cela n'a rien de facile.

Il faut voir l'unité comme un processus où tout ce qui est acquis prend une grande importance, même si très souvent cela n'est pas rendu public en raison de la clandestinité dans laquelle nous travail-

lons. Cela suppose aussi que parfois des possibilités demeurent inutilisées. Cependant le mouvement révolutionnaire a progressivement résolu les difficultés propres à la conjonction de forces qui, historiquement, se sont développées dans des situations et des conjonctures différentes.

On doit voir l'unité comme une perspective et une réalité en action qui s'affermirait avec l'accomplissement de ses plans, avec la mise en pratique de ses accords et avec le travail interne sur l'esprit unitaire.

Parfois les circonstances mettent mieux en évidence l'avance unitaire. D'autres fois c'est moins évident.

L'unité est un facteur stratégique dans la mesure où le regroupement des forces révolutionnaires est ce qui permet et accélère les possibilités du triomphe. Son rôle est fondamental dans le développement de la lutte de notre peuple : son renforcement et sa plus grande implantation permettront de livrer les batailles décisives, tant du point de vue militaire que politique.



Guérilleros de l'UNRG (Union nationale révolutionnaire guatémaltèque).



Les Indiens guatémaltèques, premières victimes de la répression.

Opérations du Front urbain Septembre 1982 — août 1983 (Bilan partiel)

Opérations de propagande	66
Interférences-radio et télévision	92
Sabotage	1
Harcèlements	3
Embuscades	8
Attaques	5
Véhicule militaire détruit	1
Véhicules militaires et policiers endommagés	4
Pertes de l'ennemi	244

Solidarité Amérique centrale :

Succès de la rencontre chrétienne

Dès vendredi soir plusieurs orateurs, représentant les communautés chrétiennes de base en Amérique centrale, ont présenté la situation régnant dans les différents pays de la région. Le théologien salvadorien Jon Sobrino se fit l'interprète de nombre des personnes présentes en posant les questions suivantes : "Est-ce que vous avez vraiment pris position pour les pauvres ici en Europe et pour les pauvres dans le monde ? Est-ce que vous mettez votre potentiel ecclésiastique, votre influence sociale et politique (...) la créativité de la base au service des pauvres ? Est-ce que vous connaissez, comprenez, analysez et aidez les mouvements pour la libération des pauvres ? Est-ce que vous subissez quelque forme de persécution pour cet engagement ?".

Une trentaine de groupes de travail discutèrent samedi de thèmes très divers, notamment : "Le Nicaragua — la libération et la dépen-

dance"; "El Salvador — le chemin vers la liberté"; "Le Mouvement suisse pour la paix solidaire de l'Amérique centrale ?"; "Suisse-Amérique centrale", etc. Le dimanche matin une résolution fut soumise au plénum, coprésidé par des représentants du Mouvement théologique et des Comités Nicaragua/Salvador. La résolution commence par un constat

de l'oppression sociale et nationale des peuples d'Amérique centrale et de la volonté des Etats-Unis de juguler leur volonté d'autodétermination. Elle souligne ensuite la nécessité pour les croyants de lutter "pour la libération de l'oppression et de l'exploitation". Les revendications s'adressent au Conseil fédéral, exigeant une prise de position officielle contre la politique interven-

tionniste des USA et une aide pour le développement au Nicaragua. Elle s'adresse également à l'Eglise officielle qui devrait exprimer "un soutien résolu aux pauvres".

En guise d'action, les participants décidèrent de soutenir deux projets, l'un au Nicaragua et l'autre en soutien à la Commission des droits de l'homme au Honduras. De plus, des journées d'action devront avoir lieu le 24 mars, anniversaire de l'assassinat de l'archevêque de San Salvador, Oscar Romero. Enfin, une "brigade pour la paix" sera mise sur pied et postée à la frontière entre le Nicaragua et le Honduras, afin de servir de contribution pacifique et active contre une invasion militaire directe.

Gageons que les effets de la Rencontre se traduiront par un engagement accru dans le travail permanent de solidarité.

correspondant

«Le Massacre des Posseiros»



"Emprisonnements, bombardements, menaces de mort par les oppresseurs de la nation n'ont pas abattu notre union et notre lutte pour la terre, les 21-22-23 juillet 1979." Au mur, des affiches du Parti des travailleurs (PT).



Depuis cinq ans la sécheresse dévaste le nord-est du Brésil, un polygone grand comme deux fois la France. Cinq à sept millions d'hommes, de femmes et d'enfants, cette année, sont menacés par la mort. Dans cette région la faim frappe plus de 15 millions de personnes. La presse occidentale commence à s'émouvoir. Pas trop ! Le goulag n'est pas brésilien... et la sécheresse n'est-elle pas un fléau naturel ?

Une plaie de la nature ?

Dans ce Nord-Est les petits cercueils blancs sont chaque année plus nombreux. La mortalité infantile y est de 250 o/oo (*Le Monde*, 19 août 1983). Des études récentes démontrent que la population nord-orientale est en train de se "nanifier".

Certes, dans le Nord-Est brésilien, les sécheresses sont cycliques. On en compte sept grandes depuis qu'elles sont enregistrées (1583). Des sécheresses plus brèves, d'un an, se manifestent chaque 5 ou 6 ans. La sécheresse choisit ses victimes : les *flagelados* (ceux qui sont touchés par le fléau) sont les familles de petits paysans pauvres. Ses effets "naturels" sont directement sélectionnés par la réalité sociale : concentration des revenus et structure agraire. Les grands propriétaires fonciers (les *fazendeiros*) disposent de ressources, de prêts étatiques fort favorables, pour creuser des puits et irriguer. Moyennant quelques gros pourboires, ils détournent de grandes quantités d'eau aux dépens des villages sinistrés. Charles Vanecke, journaliste du quotidien *Le Monde* reconnaît que "s'ils avaient un moteur, les hommes du village pourraient utiliser l'eau qui coule en sous-sol pour irriguer" (15-16 janvier 1984).

La sécheresse fait des heureux ! Les *fazendeiros* — parmi lesquels plus d'une multinationale impérialiste — mettent la main sur les terres désertées par les paysans affamés. Des milliers d'hectares seront alors consacrés à une production pour l'exportation. Elle procurera ces agro-dollars si nécessaires pour payer le service de la dette auprès des grandes banques internationales. Ainsi, la production des biens alimentaires (haricots, riz) stagne ou recule alors que la production des oranges ou du soja ne fait que pro-

gresser. Pourtant, 38 o/o de la population, au Brésil, est "mal nourrie" (*International Herald Tribune*, du 28 juillet 1983).

Face à ce naufrage social, le gouvernement se loue d'avoir créé dans le Nord-Est des "Fronts du travail". Ils intègrent plus de deux millions de travailleurs. Pour un salaire mensuel équivalent à l'achat de 15 kilos de haricots noirs, le *feijao* national, des centaines de milliers de paysans peinent, sous le soleil, des heures durant, ne se nourrissant que de riz, de haricots et d'eau ! C'est le "front de la mort moins rapide" déclare un prêtre... et les canaux creusés à ce prix seront monopolisés par les *fazendeiros*.

Éliminer les défricheurs !

Dans ce contexte, les *flagelados* soit émigrent vers les centres urbains, voués à une nouvelle détresse, soit cherchent refuge, sur d'autres terres. Des dizaines de milliers de paysans du Nord-Est se sont rendus dans les régions englobant le sud-est du Para, le nord de Goiás et l'ouest de Maranhao. Là, ils devront faire face, aux côtés d'autres *posseiros* — petits paysans sans titre de propriété, établis sur des terres qu'ils ont défrichées — à la Sainte-Alliance des *fazendeiros*, des sénateurs, des policiers et des tueurs à gages qui ne cessent de vouloir les déloger des terres qu'ils ont mises en valeur. C'est l'histoire de ce combat bouleversant qu'un journaliste brésilien, Ricardo Kotscho, décrit dans *Le Massacre des Posseiros* 1.

Sur les confins d'un titanesque projet minier (Programme Grand Carajas) se développe un énorme plan d'élevage de bétail pour l'exportation. Expulser de leurs terres les *posseiros* constitue une condition de la réalisation de ce plan,

appuyé par la Banque Mondiale. L'évêque de Porto Nacional, Dom Celso, explique fort bien les mécanismes socio-politiques qui broient les *posseiros* : "La politique économique de développement part du principe que le petit propriétaire n'est pas productif, il plante juste pour avoir de quoi manger, pas pour exporter. C'est de là que naît l'alliance entre la politique, le judiciaire, la police et le pouvoir économique. Nous avons aujourd'hui plus de dix mille familles dans les zones fertiles du Bico Papagaio qui ne produisent rien parce que leurs terres ont été occupées par les entreprises nationales et multinationales qui font de l'élevage de bétail". L'occupation est expéditive ! "Trois policiers armés et en uniforme, accompagnés du *fazendeiro* José Ferreira ont encerclé ma maison... Ils m'ont dit de tout enlever de la maison car ils allaient y mettre le feu", raconte un *posseiro*. D'autres méthodes existent : toute une variété de contrats, que le *posseiro* signe sous la contrainte, assurant au *fazendeiro* la possibilité d'accaparer les terres lorsque cela lui plaît. N'a-t-il pas découvert "par hasard", avec l'aide d'une institution gouvernementale, un titre de propriété remontant à cent ans ! Une fois expulsés, les *posseiros* pourront toujours fournir une main-d'œuvre à bon marché.

Ricardo Kotscho souligne le changement qui s'est opéré, depuis quelques années, dans la conscience des paysans pauvres. On peut le mesurer à l'aune de la croissance des syndicats de travailleurs ruraux. R. Kotscho met aussi en relief le rôle progressiste d'un secteur de l'Église qui, contre la classe dominante, s'est engagé sans compter pour favoriser l'organisation et le combat des *posseiros*. *Le Massacre des Posseiros*, un livre qui, sans emphase, démonte les rouages socio-politiques qui sont les véritables fourriers de la famine et de la misère.

C.A. Udry

1. Ricardo Kotscho, *Le Massacre des Posseiros*, Éditions Syros (Paris), 1983.

ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-
MÊMES !

YVERDON, LAUSANNE, MORGES

Tour de chant de *Dominique Scheder*, en deuxième partie du meeting de l'Entente populaire contre l'austérité (POP, PSO) avec Véréna Berseth (cf. p. 2) : Yverdon, ve 17 févr., foyer du Casino (meeting à 20h.15). Lausanne, ma 21 févr., Maison du peuple, salle 4 (meeting 20h.15). Morges, je 23 févr., Café de la Croix d'Or (meeting à 18h.).

YVERDON

Théâtre de l'Echandole, Château d'Yverdon ve 10 févr., 20h.30 : *Yvette Théraulaz*, dans son nouveau tour de chant, Daniel Perrin au piano et Pierre-François Massy à la contrebasse. Fr. 12.—; ét., appr. : Fr. 8.—. 024 / 21 47 74. sa 11 févr., 19h., 21h.30 : *La Strada*, de F. Fellini.

LAUSANNE

Théâtre du Lapin Vert (Cité-Derrière) je 9, ve 10, sa 11 févr., 20h.30 : *le BBFC*, Jean-François Bovard, trombone; Daniel Bourquin, saxophone; Léon Francioli, contre-

basse, Olivier Clerc, percussion. Fr. 15.—. Loc. Service culturel Migros Vaud, 021 / 20 26 35.

Cinéma, Casino de Montbenon

je 9 févr., 20h.30, Salle Paderewski, sa 11, 15h., Cinématographe : *Céline et Julie vont en bateau*, de Jacques Rivette (France, 1974). Ensuite, en février : films de Luis Buñuel. Salle Paderewski, 20h.30. me 15 : *Viridiana* (Espagne, 1961). je 16 : *Journal d'une femme de chambre* (France, 1963).

VAUD

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES

à 20h.30. ma 14, me 15 : *Le Verdict*, de Sydney Lumet (USA, 1982). ve 17, sa 18 (sa aussi à 16h.) : *Les Misérables*, de Robert Hossein (France, 1982).

Le Cinématographe, Cinéma Rex, NYON ma 21 févr., 20h.30 : *Les Rejetés*, de C. Zois (Grèce, 1982). Ce film décrit la vie de malades mentaux parqués sur une île de la mer Egée.

GENÈVE

La Comédie, 6, bd des Philosophes du ma 14 au sa 18 févr., 20h.30 (je à 19h.) : *Bräker ou le Songe d'Hiver*, de Herbert Meier par

le Centre dramatique de Lausanne. 022 / 20 50 01. du ma 21 au sa 25 févr., 20h.30 (je à 19h.) : *King Lear*, d'après Shakespeare, par la Compagnie Footsbarn Travelling Théâtre, en coproduction avec le Festival d'Avignon, le Festival d'Asti et le Teatro Stabile de Turin. Loc. 022 / 20 50 01.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes

à 21h. ve 10 févr. : *Bastet - Wespî - Siron - Bourrec*. sa 11 : *Suite*. ve 17, sa 18 : *Pierre Gauthier et ses invités*. Rock à cent sous, à 18h.30 : di 12 févr. : *Zéro de conduite*. di 19 : *Irratics*. Org. : AMR.

New Morning, quai des Forces Motrices ve 10 févr. : *Mc Coy Tyner*. je 16, ve 17 : *Pierre Bensusan*. sa 18 : *Max Roach*. di 19 (17h.) : *Lou Donaldson / Chet Baker*. ma 21, me 22 : *Paolo Bellinati*. 022 / 28 06 41.

Pavillon des Sports (Stade de Champel) sa 10, di 11 mars, 20h. : *Renaud*. Fr. 30.—. Il est conseillé de louer à l'avance au téléphone no 021 / 20 00 77 (de 09h. à 10h.) ou à l'adresse : Action Illustré Renaud, c.p. 3712, 1002 Lausanne (publicité gratuite 1).

Sarah lévo

Argentine :

«L'ADVERSAIRE N'EST PAS PARTI.»



Devant les bâtiments de l'ONU à Genève, en février 1980, une délégation des "Mères de la Place de Mai" manifeste.

Inprecor : Comment s'est développée votre action, depuis que la dictature est entrée en crise après la guerre des Malouines ?

Hebe P. de Bonafini : La guerre fut un grand tournant. Le peuple a commencé de nouveau à s'éveiller, car cette guerre lui a donné un exemple des mensonges dont étaient capables les militaires. Les gens ont pu voir comment les militaires ont menti sur la guerre des Malouines pour emmener les jeunes à l'abattoir. De la même manière, les militaires avaient menti pour justifier leur guerre contre nos enfants. Le peuple a commencé, maintenant, à prendre part à notre combat. Il est descendu dans la rue, la peur a commencé à reculer. Bref, on a commencé à défendre le droit à la vie, qui, des années durant, a été foulé aux pieds. Nos mouvements se sont renforcés et nos revendications touchent de plus en plus de gens. Voilà où nous en sommes aujourd'hui.

* Votre principale revendication est celle de la "réapparition" vivants des disparus. Pensez-vous pouvoir délivrer des personnes encore incarcérées et découvrir les prisons secrètes de la dictature ?

— Jusqu'à ce jour, nous n'avons pu trouver aucun disparu vivant. Nous savons aussi que les camps ont été supprimés, mais nous ne savons pas où leurs occupants ont

* ENTRETIEN AVEC HEBE P. DE BONAFINI, PRÉSIDENTE DU MOUVEMENT DES MÈRES DE LA PLACE DE MAI.

Pour la presse européenne bien-pensante, Raul Alfonsin, le président nouvellement élu de l'Argentine, est un nouveau chevalier Bayard, qui, sans peur et sans reproches, ferraille contre les vilains militaires. Quelques mises à la retraite de généraux, deux ou trois arrestations au sommet, et voilà la démocratie argentine en marche.

Pourtant l'écrasante majorité de l'encadrement de l'armée argentine a, d'une manière ou d'une autre, participé à la répression et à son cortège d'horreurs. La démocratie consisterait au moins à épurer complètement cette institution. Ce que Alfonsin refuse, cherchant le compromis avec la hiérarchie militaire. Il est donc essentiel que la lutte pour établir toutes les responsabilités de l'armée, pour la réapparition des détenus, se poursuive. Cette lutte fut entamée en 1977, par des femmes, mères ou parentes de "disparus", qui depuis lors manifestent chaque semaine sur la place de Mai à Buenos Aires. Leur présidente s'est entretenue avec l'envoyé spécial d'Inprecor (no 165, du 23 janvier 1984).

été dissimulés. Nous savons tout cela par des personnes qui ont été emprisonnées mais sont maintenant libres. Mais nous ne pouvons pas encore le prouver. Le gros progrès de notre action est que les gens, aujourd'hui, comprennent ce que furent nos enfants, pourquoi ils ont été arrêtés, quelles mères nous sommes, et pourquoi nous nous battons. Et nous espérons aussi que le gouvernement élu tiendra les promesses qu'il a faites durant la campagne électorale.

* Vous avez une immense liste (toute la pièce dans laquelle nous parlons avec Hebe P. de Bonafini est tapissée avec des photos des fils et des filles disparus). Combien cette liste comprend-elle précisément de noms ?

— A ce jour, nous recevons toujours de nouveaux noms et de nouveaux cas. Mais nous ne voulons et ne pouvons faire de recherche pour chaque cas particulier. Cela va beaucoup plus loin qu'un simple drame personnel. C'est un malheur qui atteint le peuple tout entier et qui doit, conformément à cela, être combattu. Lorsque l'on agit individuellement, on a besoin de centaines d'années, et l'on ne vient jamais à bout de ce drame national. Il y a des familles qui ont complètement disparu, père, mère, enfants. Personne ne peut même signaler leur disparition. Si, en tant que mères, nous ne faisons de recherche que pour nos propres enfants, alors nous laissons de côté, en réalité, la plus grande part du drame.

On peut voir, aujourd'hui, l'étendue réelle de ce drame. Nous rencontrons des personnes qui, jusqu'à maintenant, avaient peur de signaler la disparition d'un membre de leur famille, ou qui le faisaient au poste de police. Elles ne comprenaient pas que, comme cela, elles informaient les ravisseurs eux-mêmes de la disparition de leurs enfants. Beaucoup d'autres n'osaient pas parler, car elles étaient complètement terrorisées. Quand leur mari disparaissait, les femmes avaient peur que les enfants ne puissent disparaître à leur tour.

Vous devez comprendre que la

terreur avait pris une dimension inimaginable. Dans une usine où 250 personnes ont disparu, à peine 40 d'entre elles ont été signalées réellement. Beaucoup de personnes dont le frère ou un proche avait disparu ont eu peur d'être enlevées aussi, ou de perdre leur travail, si elles nous avaient raconté quelque chose. Le plus terrible cependant, est que les gens ne comprenaient absolument pas pourquoi leurs concitoyens disparaissaient. Les militaires faisaient une campagne très organisée, en affirmant que tous les disparus étaient des terroristes, et cela à très souvent marché.

On a perdu le sens de la solidarité. Mais aujourd'hui, les jeunes vont plus loin qu'avant. Ils se battent à nouveau pour leurs vies, pour leurs camarades, pour leurs frères. Et c'est là notre succès.

* Sait-on aujourd'hui où étaient situées les prisons secrètes de la dictature ?

— Je peux vous en donner toute une liste. Beaucoup de maisons privées, dans les villes, étaient des prisons secrètes. La plupart des postes de police étaient des lieux de torture. Les camps étaient dispersés dans tout le pays. Le pays tout entier était un camp. Et le peuple doit encore, en premier lieu, payer les armes avec lesquelles il a été terrorisé.

* Vous organisez une marche chaque semaine, depuis 1977, sur la place de Mai. Est-ce que les élections du 30 octobre dernier ont changé quelque chose pour votre action ? Les candidats se sont-ils prononcés en faveur de vos revendications ? Avez-vous aujourd'hui un soutien au Parlement ?

— Nous devons faire en sorte, aujourd'hui, que les élus se chargent de cela. Il est cependant fondamental que nos affaires restent aux mains du peuple. Car beaucoup de candidats nous ont affirmé leur soutien, mais cela peut avoir des significations différentes. Nous allons organiser la mobilisation, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parlement. Nous voulons que les coupables soient punis aussi vite que possible. On doit empêcher qu'ils quittent le pays maintenant. Les dernières lois de la dictature concernant l'amnistie systématique des militaires, les dé-

crets de compensation (nous ne voulons pas d'argent, nous voulons avoir de nouveau nos enfants), la prétendue loi de pacification et la prétendue loi pour la défense de la démocratie doivent être abolies.

Jusqu'à maintenant, le nouveau gouvernement est seulement constitutionnel. Pour qu'il soit démocratique, ces lois doivent être abrogées.

* On a souvent dit dans la presse que l'on doit, quant au passé, laisser faire le temps. Y a-t-il un danger que le Parlement agisse de la sorte ?

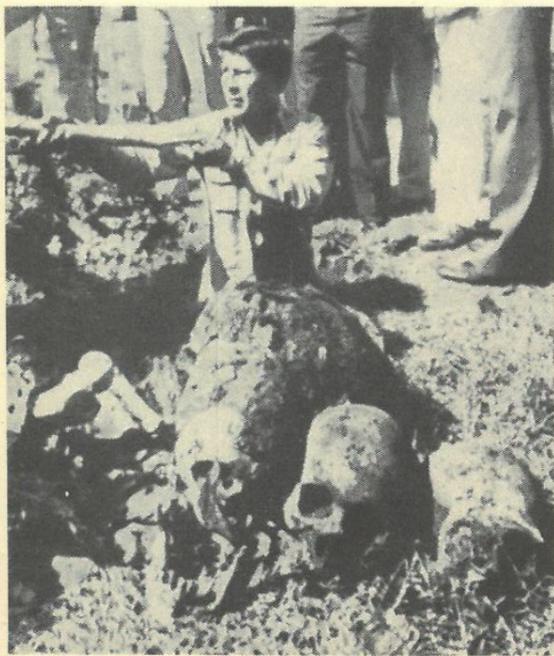
— Bien sûr, c'est un danger permanent. L'adversaire n'est pas parti. Il a simplement abandonné ses quartiers. Mais je crois au peuple, et plus encore à la jeunesse. Ils n'oublieront plus jamais cette horreur, et ils veulent aussi défendre leur propre avenir. Nous ne recherchons pas une déstabilisation de la nouvelle situation, comme on commence déjà à nous le reprocher, mais nous voulons uniquement que la nouvelle situation ait aussi un contenu.

* Il faut punir les responsables des crimes. Mais c'est pratiquement toute l'armée et la police qui portent des responsabilités dans la répression. Ne devez-vous pas compter avec la résistance de ces forces ?

— Bien sûr. Mais nous avons, nous aussi, une force avec laquelle il faut compter. Et, aujourd'hui, nous avons un soutien considérable. Nous sommes prêtes à payer de nos propres vies les batailles que nous menons pour la vie et la liberté. C'est pourquoi nous ne voulons en aucun cas admettre que les ennemis de la vie et de la liberté soient laissés en paix après ce qu'ils ont fait. Sinon, ils pourraient recommencer encore une fois. Et c'est ce que pense aujourd'hui la majeure partie du peuple.

* Votre combat était et est tout à fait exemplaire, pour le monde entier. Que demandez-vous aujourd'hui à tous ceux qui vous ont soutenues ?

— Nous sommes en contact avec des mères de Colombie, du Chili, d'Uruguay. Rien qu'en Argentine, des personnes de vingt-six pays différents ont disparu. Nous appelons aujourd'hui toutes les personnes du monde entier à nous soutenir encore, pour que le gouvernement tienne ses promesses. Nous devons aller plus loin, pour que rien de tel ne puisse plus jamais se reproduire.



Mise à jour d'un charnier clandestin de la dictature militaire.